

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/GC/M/44**

28 juillet 1999

(99-3164)

Conseil général  
Session extraordinaire  
7 juillet 1999

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard  
le 7 juillet 1999

*Président: M. A. Mchumo (Tanzanie)*

### **Sommaire: Préparation de la Conférence ministérielle de 1999**

- **Poursuite de l'examen des questions de fond découlant de la Déclaration ministérielle de mai 1998, notamment des propositions des Membres, en mettant l'accent, tel que proposé, sur l'"examen approfondi des propositions concernant les paragraphes 9 et 10 de la Déclaration ministérielle"**
  - a) **Propositions concernant le paragraphe 9 de la Déclaration ministérielle**
  - b) **Propositions concernant le paragraphe 10 de la Déclaration ministérielle**

1. Le Président a rappelé que, ainsi qu'en était convenu le Conseil général à sa session extraordinaire du 25 février, il avait été proposé que la réunion en cours porte sur l'"examen approfondi des propositions concernant les paragraphes 9 et 10 de la Déclaration ministérielle". Depuis la session extraordinaire tenue par le Conseil général le 17 juin, plusieurs autres propositions avaient été reçues au sujet des questions traitées aux paragraphes 9 et 10, et la Nouvelle-Zélande avait fait distribuer aux délégations des extraits de la déclaration de la Présidence de la réunion des Ministres de l'APEC chargés du commerce qui s'était tenue à Auckland les 29 et 30 juin. L'intervenant a proposé que les Membres commencent par présenter les propositions spécifiques, qu'elles aient été ou non distribuées par écrit, concernant d'abord le paragraphe 9 de la Déclaration ministérielle, puis le paragraphe 10. Comme cela avait été le cas aux réunions précédentes, afin de structurer la présentation des propositions concernant le paragraphe 9, il a proposé que les Membres présentent leurs propositions dans l'ordre dans lequel les sujets étaient abordés dans le paragraphe. Il a ajouté que, compte tenu de l'échange de vues qui avait eu lieu à la réunion informelle tenue la veille et plus tôt dans la matinée concernant la nécessité d'organiser d'autres réunions informelles sur des sujets spécifiques avant la session extraordinaire formelle prévue pour la fin du mois, il ferait distribuer sous peu le calendrier de ces réunions ainsi que le thème proposé pour chacune d'entre elles.

**a) Propositions concernant le paragraphe 9 de la Déclaration ministérielle**

2. Le représentant de la Nouvelle-Zélande, s'exprimant au nom des membres de l'APEC, a appelé l'attention sur un extrait de la déclaration de la Présidence de la réunion des Ministres de l'APEC chargés du commerce, qui s'était tenue à Auckland les 29 et 30 juin (document WT/L/305). Il ne s'agissait pas d'une proposition présentée dans le cadre du processus préparatoire, mais plutôt d'un document qui avait directement rapport avec les travaux qu'effectuaient les Membres sur le suivi à donner aux paragraphes 8, 9 et 10 de la Déclaration ministérielle de Genève. Dans l'introduction du document, il était reconnu que l'APEC soutenait le système commercial multilatéral et que les objectifs poursuivis tant par l'APEC que par l'OMC se renforçaient mutuellement. Au paragraphe 11, il était indiqué que les Ministres de l'APEC convenaient de l'importance d'une mise en oeuvre complète des Accords de l'OMC existants. Ainsi que l'avaient montré les entretiens informels, la question de la mise en oeuvre demeurait une priorité essentielle des travaux préparatoires de Seattle. L'importance particulière que les Ministres de l'APEC attachaient au fait que les négociations multilatérales globales menées dans le cadre de l'OMC devaient progresser rapidement et "permettre d'arriver à un équilibre général des intérêts de tous les Membres" était soulignée au paragraphe 12. Il avait été mentionné à cet égard la nécessité d'intensifier les activités à Genève durant la phase finale, ou la troisième phase, de la préparation de la Conférence de Seattle. Concernant la nécessité de commencer à rédiger la Déclaration ministérielle de Seattle en août, il s'agissait de rappeler au Secrétariat et aux Membres qu'il fallait au moins commencer à penser au contenu de la déclaration pendant la pause du mois d'août. Au paragraphe 13, il était question du programme de négociation qui, ainsi qu'en étaient convenus les Ministres de l'APEC, devrait être plus vaste que celui qui était déjà défini dans le programme implicite. En particulier, les Ministres étaient convenus au paragraphe 13 que les négociations sur les droits de douane applicables aux produits industriels, ou autres qu'agricoles, devraient faire partie intégrante des prochaines négociations, ce qui n'était pas sans rapport avec plusieurs des propositions présentées jusqu'à présent. L'APEC était également convenu que les négociations devraient être achevées dans un délai de trois ans. Les Ministres étaient également convenus, au paragraphe 14, qu'il importait de veiller à ce que les préoccupations des économies en développement, y compris les pays les moins avancés, soient prises en compte dans les nouvelles négociations à l'OMC, et ils avaient indiqué qu'ils étudieraient à leur réunion de septembre les préoccupations dans ce domaine, de même que les autres questions qui pourraient être incluses dans le programme de la Conférence de Seattle. Au paragraphe 15, ils avaient souligné l'importance de l'Initiative de libéralisation accélérée des droits de douane pour donner une impulsion aux négociations dans le cadre plus large des droits de douane applicables aux produits industriels (autres qu'agricoles), dont ils avaient estimé qu'elles devraient être lancées à Seattle. Les Ministres s'étaient félicités du soutien reçu jusqu'à présent par l'initiative, et ils étaient convenus que les économies participant à l'initiative devraient reprendre contact avec les Membres de l'OMC en juillet pour savoir ce qu'ils pensaient de l'initiative et de la manière dont celle-ci se rattacherait au lancement, à la conduite et aux résultats des nouvelles négociations de l'OMC. À cet égard, dans le courant de la semaine suivante, d'autres consultations au sujet de l'initiative se tiendraient à Genève avec plusieurs Membres qui ne faisaient pas partie de l'APEC et tous les Membres qui souhaiteraient obtenir davantage de renseignements à ce sujet pourraient s'adresser directement à la mission de la Nouvelle-Zélande à Genève. Aux paragraphes 16 et 17, les Ministres avaient noté que les négociations sur les droits de douane applicables aux produits industriels gagnaient des partisans à l'OMC, et ils avaient relevé que l'APEC pourrait contribuer à la libéralisation des droits de douane au sein de l'OMC, en plus des domaines déjà visés par l'Initiative de libéralisation accélérée. Il avait en particulier été question des six secteurs sur lesquels avaient déjà porté les travaux de l'APEC. L'intervenant espérait que les membres de l'APEC, qui étaient tous soit déjà Membres de l'OMC soit candidats à l'accession, étaient pleinement conscients de tous les défis que posait la préparation de la Conférence de Seattle, et qu'ils étaient résolus à apporter une contribution constructive en la matière. Bien que la communication n'en faisait pas état, il a également indiqué que, la veille de la Réunion ministérielle, le 28 juin, l'APEC avait organisé à Auckland un séminaire sur le thème "Pour remettre les pendules à l'heure: Qu'est-ce au juste que la libéralisation des échanges et de l'investissement?".

Ce séminaire s'inscrivait dans le cadre de l'initiative continue lancée par l'APEC pour échanger plus efficacement avec les collectivités sur les conséquences de la libéralisation des échanges et de l'investissement. Les Ministres avaient appuyé l'accent mis par le séminaire sur la nécessité d'élaborer de nouveaux outils de communication, de bannir le jargon du vocabulaire, de se concentrer sur les aspects qui avaient directement rapport avec l'expérience des gens, et d'améliorer la transparence. Ils étaient convenus que la Conférence ministérielle de Seattle serait l'occasion de faire passer un message convaincant sur les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement.

3. Le représentant du Brésil, rappelant les points soulevés par sa délégation à des réunions antérieures, a déclaré que son pays attachait de l'importance au libellé du paragraphe 8 de la Déclaration ministérielle de Genève, en vertu duquel les Ministres devaient à Seattle poursuivre l'"évaluation de la mise en œuvre des divers accords et de la réalisation de leurs objectifs", qui porterait, "*entre autres*, sur les problèmes apparus dans la mise en œuvre et leur incidence sur les perspectives en matière de commerce et de développement des Membres". Contrairement à ce que semblaient croire certains Membres, la question de la mise en œuvre ne se limitait pas à des difficultés techniques entraînées par la mise en application des obligations contractées dans le cadre du Cycle d'Uruguay, et il ne s'agissait pas non plus d'une question qui pourrait être résolue simplement par la coopération technique ou par d'autres mécanismes d'assistance, aussi souhaitables puissent-ils être. Durant la première phase du processus préparatoire, le Brésil avait indiqué que la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay était marquée par des déséquilibres importants et il avait noté que les attentes raisonnables découlant du Cycle d'Uruguay avaient été réduites à néant. La première source de déception était le fait qu'il avait été reconnu que le niveau des obligations contractées dans le cadre du Cycle s'était souvent avéré trop élevé pour certains Membres. Il n'avait pas suffi d'allonger légèrement les délais de mise en œuvre pour corriger les asymétries rigides attribuables aux écarts entre les niveaux de développement des Membres, et les pays en développement souffraient de faiblesses structurelles qu'il n'était pas possible de surmonter en l'espace de quelques années. Les règles du jeu n'avaient pas été uniformisées à la conclusion du dernier cycle de négociations, elles ne l'étaient pas à l'heure actuelle et elles ne le seraient toujours pas pendant un certain temps encore. Une autre source d'insatisfaction était le fait que la mise en œuvre du traitement spécial et différencié avait été loin de répondre aux attentes. Très souvent, les dispositions en matière de traitement spécial et différencié étaient des incitations ou des recommandations qui étaient rarement, voire jamais, observées. En outre, chaque fois qu'un différend survenait dans le cadre de l'application du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, les pays développés alléguaient systématiquement que les dispositions en matière de traitement spécial et différencié étaient des "exceptions" aux dispositions générales des Accords de l'OMC et que le pays en développement concerné devait assumer la charge de la preuve et suivre ainsi la pratique d'un système juridique particulier. Les dispositions en matière de traitement spécial et différencié faisaient partie du "marché" conclu à Marrakech. Elles ne constituaient pas des "exceptions" et devraient être considérées sur le même pied que toutes les autres dispositions des Accords, et les Membres devraient trouver le moyen de l'indiquer clairement en apportant, au besoin, les ajustements et les corrections appropriés. Le Brésil était convaincu qu'il fallait donner un nouveau souffle aux dispositions en matière de traitement spécial et différencié applicable à tous les pays en développement. On ne saurait ignorer leur idée maîtresse et leur objet fondamental dans une économie mondialisée. Pour pouvoir être pleinement opérationnel et équitable, un véritable système commercial multilatéral devrait tenir compte des niveaux différents de développement de ses Membres, et leur permettre de participer au marché international à des conditions équitables. Le Brésil était d'avis que les questions de développement devraient être au cœur, et faire partie, des débats au sujet de la mise en œuvre, et que celle-ci, ainsi que les éléments du programme implicite et d'autres examens prescrits, devraient figurer en tête du programme de travail futur. Il serait déraisonnable de s'attendre que certains Membres s'engagent pleinement dans un nouveau cycle de négociations si les déséquilibres existants n'étaient pas corrigés. Le Conseil général devrait organiser autant de réunions qu'il fallait pour bien évaluer les questions concernant la mise en œuvre et le programme de travail implicite, en tenant de préférence des débats qui s'articuleraient autour de questions thématiques. Si l'on entendait préparer

efficacement la Conférence ministérielle, il était essentiel d'examiner dans le détail les propositions et les vues des Membres sur ces deux plans. Le Brésil présenterait des propositions et formulerait des observations afin de chercher à redresser en partie l'asymétrie résultant de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, ou que celle-ci avait mise en évidence, et à réaliser le programme de travail implicite, en particulier dans le cas de l'agriculture. D'autres propositions mises de l'avant à des étapes ultérieures du processus préparatoire permettraient de mieux préciser ou de compléter ces points.

4. Le représentant de l'Argentine a rappelé que l'article XIX de l'AGCS stipulait que pour chacune des séries de négociations, des lignes directrices et des procédures seraient établies. Sur cette base et afin de contribuer à la préparation de la Conférence ministérielle de Seattle, l'Argentine avait présenté une proposition (document WT/GC/W/231) qui définissait les principaux éléments des prochaines négociations sur le commerce des services en ce qui concernait les objectifs, la portée, les principes et modalités, le calendrier et la structure des négociations. La proposition avait pour objet de décrire de façon succincte les lignes directrices des négociations, mais l'Argentine n'écartait pas la possibilité de présenter d'autres propositions en vue d'en développer certains aspects. Les négociations sur les services devraient avoir pour objectifs d'élever progressivement les niveaux de libéralisation du commerce des services, de promouvoir les intérêts de tous les participants sur une base d'avantages mutuels et d'assurer un équilibre global des droits et des obligations, et de réaliser l'objectif de l'AGCS visant à faciliter la participation croissante des pays en développement au commerce des services et l'expansion de leurs exportations de services. Concernant la portée des négociations, l'Argentine était d'avis qu'aucun secteur de services ou mode de fourniture ne devrait à priori être exclu du champ des négociations, mais elle reconnaissait qu'une flexibilité devrait être ménagée aux pays en développement pour qu'ils puissent ouvrir moins de secteurs ou libéraliser moins de types de transactions, conformément aux dispositions de l'article XIX:2. Le reste des négociations devrait porter sur les éléments ci-après: i) réexamen des annexes concernant les exemptions de l'obligation NPF et les services de transport aérien; ii) élaboration de disciplines en matière de réglementation intérieure conformément aux prescriptions de l'article VI:4, et de règles, telles que les mesures de sauvegarde d'urgence, les subventions et les marchés publics; et iii) établissement de critères pour la reconnaissance mutuelle sur la base de l'article VII:5. L'Argentine accordait la priorité aux négociations sur les règles concernant les subventions, dans le but d'éliminer les subventions qui avaient un effet d'accroissement des exportations ou qui modifiaient les conditions de la concurrence en faveur des fournisseurs de services qui bénéficiaient de la subvention. Dans sa proposition, l'Argentine attirait également l'attention sur les principes et modalités suivants régissant les négociations: i) libéralisation progressive; ii) reconnaissance de la libéralisation entreprise de façon autonome depuis les négociations précédentes; iii) possibilité de mener les négociations sur une base bilatérale, plurilatérale ou multilatérale; et iv) approche fondée sur des demandes et des offres. Un autre point important était que les négociations devraient suivre la structure actuelle de l'AGCS, en ce qui concernait aussi bien l'approche fondée sur l'établissement de listes d'engagements spécifiques que les quatre modes de fourniture. L'Argentine estimait que la méthode de négociation proposée ne devrait pas compromettre la structure de base de l'AGCS ni aller à l'encontre de ses principes fondamentaux. Enfin, l'intervenant a tenu à entrer dans le détail de deux questions mentionnées au paragraphe 10 de la Déclaration ministérielle, à savoir le calendrier et l'organisation des négociations. L'Argentine était d'avis que les négociations devraient être menées et conclues sur la base d'un engagement unique, et elle n'avait pas spécifié de calendrier dans sa proposition concernant les services car il serait manifestement le même que pour les négociations dans leur ensemble. L'Argentine préférait néanmoins que les négociations durent trois ans et fassent l'objet d'un examen à mi-parcours. L'organisation des négociations devrait satisfaire aux critères suivants: i) il faudrait éviter une multiplication non nécessaire des organes; ii) les différents mandats de négociation devraient être clairement assignés afin d'éviter les chevauchements et il faudrait, si nécessaire, envisager une nouvelle répartition des activités entre les organes existants, mais seulement pour la durée des négociations; et iii) il devrait être tenu compte des besoins des petites délégations dans les décisions concernant le nombre d'organes et le calendrier des réunions.

5. Le représentant du Bangladesh, s'exprimant au nom des pays les moins avancés Membres, a informé le Conseil général des résultats de l'Atelier de coordination à l'intention des conseillers principaux des Ministres du commerce des PMA, pour préparer la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, qui avait été organisé en Afrique du Sud du 21 au 25 juin 1999 et qui avait permis de formuler une série de propositions coordonnées en prévision de la Conférence. Il a indiqué que les participants avaient accueilli avec satisfaction la contribution qu'avait faite le Président du Conseil général à la réunion. Les participants avaient passé en revue l'expérience acquise par les PMA dans la mise en œuvre des Accords issus du Cycle d'Uruguay et les difficultés rencontrées à cette occasion, et ils avaient évalué l'incidence de la mise en œuvre de ces accords sur les perspectives de commerce et de développement des PMA. Ils avaient évoqué la nécessité de renforcer la capacité des PMA de participer activement au processus d'élaboration des règles applicables au commerce mondial et de cerner les questions auxquelles ils devaient porter intérêt afin de promouvoir et sauvegarder leurs avantages potentiels et de se protéger d'éventuels risques et pertes. La réunion avait permis de formuler des propositions en vue d'un nouveau plan d'action de vaste portée visant à intégrer les PMA dans l'économie mondiale, dont l'intervenant avait donné les grandes lignes à la réunion informelle d'intersession qu'avait tenue le Conseil général les 14 et 16 décembre 1998. La proposition qu'il présentait à la réunion en cours<sup>1</sup> donnait le détail de ce plan d'action, et portait sur un large éventail de questions présentant un intérêt majeur pour les PMA. Les propositions étaient claires, succinctes, spécifiques et sans aucune idéologie, et elles étaient le fruit de débats professionnels. Les Membres qui les présentaient espéraient pouvoir améliorer certaines de ces propositions au cours des semaines suivantes.

6. Le représentant du Japon, faisant référence à la proposition de son gouvernement concernant l'agriculture (document WT/GC/W/220) a déclaré que son pays estimait que les prochaines négociations sur l'agriculture avaient pour objectif d'établir un ensemble de règles et de disciplines véritablement justes et équitables, à la fois pour les pays importateurs et les pays exportateurs de produits alimentaires, ainsi que pour les pays développés et les pays en développement, qui permette la coexistence des différents types d'agriculture parmi les Membres. Ces règles et disciplines devraient viser à faire en sorte: a) que l'importance du caractère multifonctionnel de l'agriculture, de même qu'une mise en œuvre ordonnée des politiques agricoles internes et des différences entre les conditions naturelles soient dûment prises en considération eu égard au contexte historique de chaque Membre; b) que le fait que la production agricole intérieure était la base de la sécurité alimentaire soit dûment pris en considération, eu égard à l'instabilité de l'offre et de la demande de produits alimentaires sur le marché international et aux problèmes de famine et de malnutrition dans les pays en développement; et c) que soit corrigé le déséquilibre des droits et des obligations entre pays exportateurs et pays importateurs au regard des règles de l'OMC. Il faudrait créer un groupe indépendant chargé des négociations agricoles lors des prochaines négociations, compte tenu des spécificités de l'agriculture, qui exigeaient que les Membres examinent attentivement une large gamme de questions telles que le soutien interne, les mesures à la frontière et les règles en matière d'exportations. Les négociations sur ces questions devraient être menées dans ce groupe de manière efficace et approfondie. En outre, il faudrait créer un organe approprié pour aborder des questions nouvelles, notamment celle des organismes génétiquement modifiés, dans une optique générale. Les travaux de cet organe devraient consister notamment à analyser la situation actuelle et à définir les problèmes à examiner ainsi que leur lien avec les règles et disciplines actuelles de l'OMC. Abordant la proposition du Japon sur les produits forestiers et les produits de la pêche (document WT/GC/W/221), l'intervenant a déclaré que ces produits étaient des ressources naturelles épuisables, qui pouvaient être renouvelées mais qui risquaient d'être appauvries faute d'une gestion appropriée. Les prochaines négociations relatives à ces produits devraient avoir comme objectif d'instaurer un ensemble de règles et de disciplines qui contribuent à l'utilisation durable de ces ressources en favorisant leur préservation et leur gestion dans des conditions adéquates, et qui soient équitables pour les pays exportateurs comme pour les pays importateurs. En ce qui concernait ces produits, il était

---

<sup>1</sup> Distribuée par la suite sous la cote WT/GC/W/251.

indispensable d'examiner l'ensemble des facteurs pertinents de manière exhaustive, en accordant toute l'attention nécessaire aux questions environnementales mondiales et à celles qui concernaient la conservation et la gestion des ressources, afin d'assurer leur utilisation durable. Pour mener à bien cet examen exhaustif, il conviendrait de créer un groupe de travail des produits forestiers et des produits de la pêche indépendamment des autres produits non agricoles.

7. Concernant les droits applicables aux produits industriels, l'intervenant a déclaré qu'il était d'une importance capitale, pour assurer le bon développement de l'économie mondiale, de créer un environnement commercial prévisible et crédible. Dans cette perspective, le Japon avait proposé dans sa communication<sup>2</sup>, que les négociations sur les droits applicables aux produits industriels soient incluses dans les prochaines négociations et visent à réduire davantage les taux de droits, à accroître le nombre de produits consolidés, et à harmoniser et simplifier les structures tarifaires entre les Membres. Les négociations sur les droits devraient être globales et n'exclure à priori aucun secteur afin de faire en sorte que tous les Membres, qu'il s'agisse d'économies développées, en développement ou en transition, en tirent avantage. S'agissant des modalités, il conviendrait d'adopter une approche fondée sur une formule d'abaissement des droits, suivant laquelle tous les Membres ramèneraient leurs droits aux taux prévus. Ceux-ci devraient être fixés en fonction du niveau de développement économique de chaque Membre, et tenir dûment compte de la situation des pays en développement Membres. La réduction générale devrait être complétée efficacement par, entre autres, une approche zéro pour zéro et une approche d'harmonisation. Le Japon avait également présenté une proposition concernant l'investissement (document WT/GC/W/239) car il était convaincu qu'à l'ère de la globalisation, l'amélioration de la prévisibilité pour les investisseurs permettrait à la fois de promouvoir l'investissement étranger direct et d'accroître le commerce mondial, ce qui contribuerait au développement de l'économie mondiale. C'était ce qui avait fortement incité le Japon à proposer que les prochaines négociations dans le cadre de l'OMC comprennent l'élaboration de règles multilatérales sur l'investissement. En même temps, le Japon estimait qu'un futur accord de l'OMC sur les règles en matière d'investissement devrait tenir compte des intérêts de tous les Membres en établissant clairement une distinction avec les négociations qui sont menées dans d'autres organismes comptant des membres différents. Il faudrait donc envisager sérieusement d'établir un équilibre approprié avec les besoins de développement des pays en développement Membres. La proposition du Japon procédait d'une approche réaliste de l'établissement d'un accord de l'OMC sur l'investissement et envisageait l'inclusion de certains des principaux éléments suivants: i) l'accord devrait porter sur l'investissement étranger direct, qui contribuait de la façon la plus directe au développement économique des pays d'accueil. Les règles de l'OMC en matière d'investissement devraient donc viser à prescrire les disciplines nécessaires applicables aux mesures gouvernementales visant l'investissement étranger direct; ii) la priorité devrait être accordée à l'amélioration de la transparence et de la stabilité des systèmes juridiques des pays d'accueil; iii) l'approche devrait être progressive. Bien que les principes du traitement national et du traitement NPF devraient être inclus dans les futures règles en matière d'investissement, le traitement national en faveur des sociétés étrangères en phase de préétablissement devrait être introduit de façon progressive, grâce à l'adoption d'une approche des listes positives; et iv) le mécanisme de règlement des différends existant à l'OMC devrait être utilisé de manière à éviter l'introduction d'un nouveau mécanisme de règlement des différends entre États et investisseurs.

8. Concernant la lutte contre le dumping, le Japon craignait que le recours fréquent aux mesures antidumping ne réduise à néant les avantages découlant des réductions tarifaires. L'administration équitable des mesures antidumping était aussi l'un des principaux soucis des pays en développement. La proposition du Japon concernant la lutte contre le dumping (document WT/GC/W/240) consistait à réexaminer les dispositions actuelles de l'Accord antidumping dans le but d'engager des négociations sur les modifications qu'il convenait d'y apporter, tout en cherchant à améliorer la mise en œuvre et à renforcer les disciplines. Pour ce qui était des obstacles techniques au commerce, le Japon était d'avis

---

<sup>2</sup> Distribuée par la suite sous la cote WT/GC/W/243.

qu'il était essentiel d'administrer de façon adéquate l'Accord OTC, compte tenu de l'importance des normes dans l'économie moderne, et dans ce contexte l'Accord renfermait plusieurs dispositions qui appelaient certains éclaircissements. La proposition du Japon (document WT/GC/W/241) était d'inclure dans les prochaines négociations des négociations sur l'Accord OTC, en particulier sur la question des mesures nécessaires pour assurer la transparence, l'ouverture et l'impartialité des méthodes d'élaboration des normes internationales, et également sur l'élaboration des exigences auxquelles devrait satisfaire une norme internationale. Dans le domaine des ADPIC, l'intervenant a déclaré que la promotion de la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement passaient en grande partie par une protection effective et adéquate des droits de propriété intellectuelle. D'abord et surtout, il était essentiel d'assurer la mise en œuvre intégrale de l'Accord sur les ADPIC et l'application effective des systèmes nationaux. En outre pour prendre en compte les progrès technologiques et les nouveaux besoins sociaux, il faudrait apporter des améliorations à l'Accord sur les ADPIC durant le prochain cycle de négociations, et l'harmonisation des régimes des droits de propriété intellectuelle et l'application de mesures efficaces pour lutter contre la contrefaçon revêtaient une importance particulière à cet égard. Il conviendrait également d'incorporer à l'Accord sur les ADPIC les nouveaux traités ou conventions conclus dans d'autres enceintes en vue d'élever le niveau de protection des droits de propriété intellectuelle. À cet égard, la proposition du Japon (document WT/GC/W/242) était de se pencher sur l'Accord sur les ADPIC pendant les négociations. En conclusion, l'intervenant a dit que le Japon présenterait prochainement des propositions dans les domaines des services, de la facilitation des échanges et du commerce électronique.

9. Le représentant des Communautés européennes, se référant à la proposition des Communautés concernant les décisions qui pourraient être adoptées à Seattle (document WT/GC/W/232), a déclaré que pour la Communauté l'objectif primordial était le lancement de négociations commerciales multilatérales à Seattle. Il estimait que c'était également l'objectif des Membres de l'OMC et que ceux-ci devraient continuer d'y accorder la priorité. Il était clair cependant qu'un certain nombre de questions se prêteraient à une décision lorsque les Ministres se réuniraient à Seattle, et à condition qu'elles ne s'écartent pas de l'objectif premier, la Communauté avançait plusieurs propositions. Premièrement, l'accès en franchise de droits pour les produits des pays les moins avancés était une question que la Communauté avait soulevée à de nombreuses occasions. La Communauté avait proposé que les Ministres s'engagent, à Seattle, à accorder un accès aux marchés en franchise de droits pour pratiquement tous les produits originaires des pays les moins avancés d'ici à la fin du nouveau cycle de négociations. Deuxièmement, en ce qui concernait la transparence, la Communauté avait défini trois initiatives dans sa proposition: i) la mise en distribution générale des documents et les consultations avec la société civile; ii) le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, dont certaines modifications seraient, de l'avis de la Communauté, prêtes à être adoptées à Seattle. La Communauté était favorable à une amélioration de la transparence des procédures de règlement des différends dans le contexte global d'un ensemble équilibré de réformes du Mémorandum d'accord, y compris la professionnalisation des groupes spéciaux. Il était nécessaire de s'entendre, avant la Réunion de Seattle, sur un vaste ensemble de réformes du Mémorandum d'accord afin qu'un large soutien se dessine en faveur d'une amélioration de la transparence. La transparence dans le contexte du réexamen du Mémorandum d'accord devrait être considérée comme une question distincte de celle de la transparence sur un plan plus général de la mise en distribution générale des documents et des consultations avec la société civile; et iii) la transparence des marchés publics, qui était la pierre angulaire d'un régime de passation des marchés stable et prévisible, et la Communauté estimait que le contenu d'un accord sur la transparence était plus important que la vitesse à laquelle il serait conclu, et elle espérait que cette question serait réglée pour la Réunion de Seattle. Troisièmement, en matière de cohérence, la Communauté chercherait à faire entériner par les dirigeants des organisations internationales les efforts concertés en faveur du renforcement des capacités de façon que les pays en développement puissent tirer le meilleur parti d'un nouveau cycle de négociations sur la libéralisation du commerce, et elle veillerait à ce que soit inséré dans la Déclaration ministérielle de Seattle un texte approprié en ce sens. Quatrièmement, la Communauté relevait que le réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends avait progressé et

elle appuyait l'idée de mettre au point un ensemble équilibré de réformes du Mémorandum d'accord qui pourrait être formellement adopté à Seattle et qui comprendrait la question de la mise en œuvre, quoique les CE se rendaient compte qu'il y avait un certain nombre de difficultés et que le temps manquait. Cinquièmement, en matière de commerce électronique, la Communauté estimait qu'il fallait trouver un équilibre entre les idées mises de l'avant par d'autres Membres, notamment les États-Unis, au sujet de la prolongation du statu quo pour ce qui était de l'application des droits de douane. Il faudrait y associer un ensemble équilibré de principes commerciaux, et il était possible de s'entendre sur une combinaison des deux approches à Seattle. Les points dont la Communauté proposait de débattre à Seattle constituaient un ensemble équilibré et ils auraient conjointement pour effet de favoriser l'intégration des pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, dans le système multilatéral, de contribuer à renforcer l'OMC en tant qu'institution, y compris son approche fondée sur des règles, et de mettre en évidence l'ouverture et la transparence de l'OMC vis-à-vis de la société civile.

10. S'agissant du commerce et de l'investissement, l'intervenant a accueilli avec satisfaction la proposition du Japon, qui constituait une approche positive, constructive et équilibrée de la question, et il a souligné qu'il était important d'améliorer la stabilité des systèmes juridiques et des garanties qu'ils offraient, tout en reconnaissant qu'il fallait faire preuve de flexibilité pour répondre aux priorités du développement, ce que de nombreux pays en développement souhaiteraient voir incorporer à un accord dans ce domaine. Il a également tenu à présenter sur cette question une proposition que sa délégation venait juste de déposer<sup>3</sup> et qui réaffirmait que la Communauté européenne et ses États membres étaient d'avis qu'il était temps que l'OMC établisse un cadre multilatéral de règles qui régissent les investissements internationaux, en vue d'instaurer un environnement stable et prévisible pour l'investissement étranger direct dans le monde. La proposition était axée sur l'investissement étranger direct, mais elle reconnaissait en même temps qu'il était important de préserver la capacité des pays d'accueil de réglementer l'activité des investisseurs, qu'ils soient étrangers ou nationaux. La Communauté estimait que l'OMC était la seule enceinte multilatérale à même de tenir pleinement compte des intérêts qu'avaient les pays développés et les pays en développement en tant que pays d'origine et/ou d'accueil des investisseurs internationaux. L'approche proposée témoignait du type d'ouverture que la Communauté européenne avait déjà à l'égard de l'investissement étranger direct, et elle suivait le modèle de l'AGCS. Elle était fondée sur des engagements pris par chaque Membre, à l'issue d'un processus de négociation, et offrait la flexibilité que souhaitaient de nombreux Membres de l'OMC. L'équilibre était une autre question importante – bien que l'objectif d'un tel accord soit d'encourager et de protéger les flux de l'investissement étranger direct, il était clairement nécessaire de préserver la capacité des pays d'accueil de réglementer, conformément aux principes fondamentaux de l'OMC, l'activité économique sur leur territoire, selon leurs propres priorités. À cet égard, la Communauté était d'avis que l'IED pourrait contribuer de façon notable à la croissance économique tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil, et de plus en plus d'indices tendaient à le démontrer. Ce n'était toutefois pas nécessairement le cas de tous les types d'investissements dans toutes les circonstances. La Communauté estimait donc qu'un cadre de règles multilatérales régissant l'IED devrait assurer les conditions permettant à l'investissement international de favoriser le développement durable. Cet aspect revêtait manifestement une importance encore plus grande pour les pays en développement Membres de l'OMC.

11. Le représentant de la Norvège, se référant à la proposition de son gouvernement concernant les services (document WT/GC/W/236), qui avait également été présentée au Conseil du commerce des services, a dit que la proposition partait du principe que tous les Membres de l'OMC s'accordaient apparemment sur le fait que la portée des négociations devait être large, c'est-à-dire qu'aucun secteur de service ni aucun mode de fourniture n'en serait exclu. La Norvège estimait que les négociations devaient couvrir aussi bien les engagements spécifiques que les exemptions de l'obligation NPF, et qu'il fallait prendre en compte les préoccupations d'ordre environnemental afin de refléter le

---

<sup>3</sup> Distribuée par la suite sous la cote WT/GC/W/245.



consensus qui semblait se dégager au Comité du commerce et de l'environnement, selon lequel les politiques commerciales et environnementales devraient s'étayer mutuellement et être cohérentes d'un point de vue juridique, en vue de promouvoir l'objectif du développement durable. Abordant la proposition de la Norvège concernant l'agriculture (document WT/GC/W/238), l'intervenant a dit que la Norvège, à l'instar de tous les Membres de l'OMC, était résolue à engager des négociations dans le but de poursuivre le processus de réforme de l'agriculture ainsi qu'en disposait l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture. Depuis le commencement de la mise en œuvre de l'Accord, en 1995, des progrès considérables avaient été accomplis en ce qui concernait la réforme de la politique agricole et l'orientation du secteur agricole vers le marché, et il avait été reconnu que cette réforme devait être un processus continu. La Norvège avait donc proposé que les prochaines négociations visent à préciser et développer les règles et disciplines de l'Accord sur l'agriculture afin de favoriser la réalisation de l'objectif qui consistait à établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, tout en tenant compte de la nécessité d'assurer des approvisionnements alimentaires suffisants et adéquats, des intérêts des pays en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, et de la nécessité de faire face à de nouveaux défis importants, tels que la sauvegarde et la prise en compte des considérations autres que d'ordre commercial d'une agriculture multifonctionnelle. Les négociations devraient être achevées en relativement peu de temps, et tous les aspects de ces négociations devraient être examinés par un comité spécifique de négociation sur l'agriculture. Comme il était indiqué dans le Préambule de l'Accord, les intérêts des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés et des pays importateurs nets de produits alimentaires, devraient être pleinement pris en compte. Beaucoup de pays en développement n'avaient pas encore été en mesure de tirer profit des possibilités offertes par le Cycle d'Uruguay. En outre, le rôle de l'agriculture pour la société et le caractère multifonctionnel de l'agriculture, dont témoignait, notamment, l'intérêt porté aux considérations autres que d'ordre commercial, retenaient davantage l'attention. Les caractéristiques fondamentales du secteur agricole impliquaient que l'agriculture devrait également à l'avenir être traitée de façon distincte dans le système commercial multilatéral. Comme le Préambule de l'Accord prévoyait également un partage équitable des engagements pris au titre du programme de réforme par tous les Membres, il était clair qu'un juste équilibre devait être obtenu entre les intérêts des pays importateurs nets de produits alimentaires et ceux des pays exportateurs. Cette symétrie des intérêts devrait former un cadre global pour le processus de réforme en général et pour les négociations à venir en particulier. Le fait que l'article 20 mentionnait la nécessité de tenir compte de ce qu'auraient donné les engagements de réduction et des effets de ces engagements pendant la période de mise en œuvre témoignait du caractère dynamique de l'Accord. La réforme de la politique exigeait d'autres efforts, notamment pour relever les nouveaux défis qui se posaient, dont le plus important était celui de trouver les moyens efficaces et durables de répondre à la demande croissante d'approvisionnements alimentaires suffisants et adéquats. Parallèlement, il conviendrait de préserver et de mettre en valeur le caractère multifonctionnel de l'agriculture, qui dépassait la fonction première du secteur agricole, soit celle de fournir des aliments et des fibres. Il fallait que ces préoccupations transparaissent clairement dans la poursuite du processus de réforme.

12. Le représentant de la Corée, se reportant à la proposition de son gouvernement concernant la lutte contre le dumping (document WT/GC/W/235), a déclaré que l'Accord antidumping marquait une amélioration par rapport au Code du Tokyo Round, mais que sa mise en œuvre avait mis en évidence un certain nombre de lacunes. La Corée s'inquiétait tout particulièrement des ambiguïtés de certaines dispositions-clés de l'Accord qui pouvaient donner lieu à des abus, et elle estimait que le recours accru aux mesures antidumping et l'augmentation du nombre de différends concernant les mesures antidumping qui avaient été portés devant l'OMC ces dernières années étaient étroitement liés à ces ambiguïtés. Il y avait donc de solides arguments pour réexaminer l'Accord et améliorer ses dispositions de manière à apporter les clarifications nécessaires et à éliminer ce qu'il était convenu d'appeler les "zones grises" qui laissaient le champ libre à un large éventail d'interprétations contradictoires. Les changements survenus dans le domaine du commerce mondial rendaient également nécessaire le réexamen de l'Accord antidumping. Des changements importants, tels que l'accroissement des activités transfrontières des sociétés multinationales, le transfert des équipements

productifs dans les pays en développement et la création de règles d'origine harmonisées influaient sensiblement sur le fonctionnement de l'Accord. Les Membres ne devraient pas négliger d'examiner les répercussions de ces changements et d'apporter les ajustements appropriés, et une attention particulière devrait être portée à la question de l'anticonournement. Malheureusement, le débat mené au sein du Groupe informel de l'anticonournement relevant du Comité des pratiques antidumping n'avait pas produit les résultats attendus en raison des grandes divergences de vues entre les Membres. Étant donné l'importance croissante de l'anticonournement, la Corée estimait qu'il conviendrait de donner un nouveau souffle à l'examen de cette question, et elle avait donc proposé que les Membres réexaminent les dispositions de l'Accord antidumping et y apportent les modifications qui s'imposaient durant le prochain cycle de négociations. La Corée portait un intérêt particulier aux domaines de l'ouverture d'enquêtes et des procédures d'examen, et elle pourrait à une étape ultérieure apporter d'autres précisions sur ces questions. Elle espérait également pouvoir être prochainement en mesure de présenter des propositions concernant les produits industriels, l'investissement et la politique de la concurrence.

13. Le représentant de l'Inde a dit que la proposition de son gouvernement concernant les obstacles techniques au commerce (document WT/GC/W/223) avait été motivée par deux grandes préoccupations: i) faire en sorte que les règlements techniques ne deviennent pas des obstacles non nécessaires au commerce international; et ii) faire en sorte que soient surmontées les difficultés qu'avaient les pays en développement à élaborer et à appliquer les règlements techniques et les normes. L'Inde estimait qu'il s'agissait de points particulièrement importants, puisque les règlements techniques et les normes adoptés par les pays développés avaient d'importantes conséquences pour l'accès aux marchés des produits en provenance des pays en développement. La proposition visait à renforcer les dispositions en matière de traitement spécial et différencié énoncées à l'article 12 de l'Accord OTC. Elle examinait en outre les moyens d'assurer la participation des pays en développement à l'établissement des normes et règlements, et elle demandait également d'envisager sérieusement de définir le concept de norme internationale. L'Inde avait également proposé que soit introduite dans l'article 12 une disposition prévoyant expressément que les pays en développement bénéficieraient d'un délai plus long pour se conformer aux mesures visant les produits qui les intéressaient du point de vue des exportations. En outre, il conviendrait aussi d'introduire une disposition spécifique prévoyant que si une mesure adoptée par un pays développé causait des difficultés à des pays en développement, celle-ci devrait faire l'objet d'un réexamen. La proposition de l'Inde concernant les services (document WT/GC/W/224) visait à rendre généralement opérationnels les articles IV et XIX de l'AGCS, et elle suggérait qu'il serait possible d'assurer une meilleure mise en œuvre des secteurs qui intéressaient les pays en développement, en particulier le mode 4, si les niveaux d'engagements étaient plus élevés. La proposition définissait également des lignes directrices pour le prochain cycle de négociations, et envisageait la mise en place d'un mécanisme de surveillance pour assurer la mise en œuvre de l'article IV. Abordant le domaine des textiles et des vêtements, l'intervenant a déclaré que l'on avait laissé entrevoir que l'Accord sur les textiles et les vêtements devait être la principale source des avantages que retireraient les pays en développement du Cycle d'Uruguay. Toutefois, après cinq années de mise en œuvre, il était clair que les avantages attendus ne s'étaient tout simplement pas concrétisés. La proposition de l'Inde (document WT/GC/W/226) faisait ressortir les problèmes existant dans ce secteur, avançait des solutions et demandait aux pays développés importateurs de procéder à l'intégration anticipée des produits de manière à ce qu'il puisse y avoir une libéralisation significative du point de vue commercial dans ce secteur critique. La proposition de l'Inde concernant les ADPIC (document WT/GC/W/225) visait à réaliser certains objectifs de politique et de développement qui étaient énoncés dans l'Accord sur les ADPIC. L'Inde avait donc proposé qu'il faudrait promouvoir le transfert de technologie par le biais d'une obligation contraignante incombant aux détenteurs de technologie exclusive, et qu'il conviendrait de régler la question de l'incompatibilité entre l'Accord et la Convention sur la diversité biologique. Enfin, étant donné le caractère particulier de l'Accord sur les ADPIC par rapport au GATT, l'Inde avait cherché à préciser que l'idée de non-violation ne devrait pas s'appliquer à l'Accord. Abordant la question de l'évaluation en douane, l'intervenant a dit que

L'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 reconnaissait en particulier qu'il fallait apporter des précisions sur les dispositions de l'article VII en vue d'assurer plus d'uniformité et de certitude dans leur mise en œuvre. L'Accord reconnaissait également qu'un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation en douane des marchandises devrait exclure l'utilisation de valeurs en douane arbitraires ou fictives, et l'Inde tenait à le souligner. Cependant, l'Accord apportait clairement une nuance en stipulant que la valeur réelle serait le prix de vente à l'occasion d'opérations commerciales normales effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Les propositions spécifiques de l'Inde (document WT/GC/W/227) visaient à traiter de ces clauses importantes et de la nécessité d'empêcher les fraudes, de faciliter les véritables échanges et de protéger les revenus. S'agissant de la mise en œuvre en général, l'intervenant a tenu à réitérer que l'Inde jugeait important de résoudre les problèmes de mise en œuvre, qui étaient des questions critiques et qui reflétaient les déséquilibres et l'asymétrie qu'avait révélés la mise en œuvre de ces accords. Le règlement de ces problèmes contribuerait sensiblement à assurer l'intégration des pays en développement dans le système commercial multilatéral. L'intervenant a également tenu à indiquer que sa délégation partageait pleinement la déclaration du Brésil concernant le traitement spécial et différencié. Abordant la proposition des Communautés européennes concernant les décisions qui pourraient être adoptées à Seattle (document WT/GC/W/232), il a indiqué qu'il n'y était pas mentionné que le règlement des problèmes de mise en œuvre était l'une des questions sur lesquelles des décisions pourraient être prises à Seattle.

14. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que la position de son gouvernement au sujet des prochaines négociations sur les services avait été exposée dans une proposition qui avait été présentée à la fois au Conseil général et au Conseil du commerce des services (document WT/GC/W/215-S/C/W/112). Hong Kong, Chine respectait et acceptait entièrement le rôle décisionnel ultime assumé par le Conseil général dans le cadre du processus préparatoire de la troisième Conférence ministérielle, mais il estimait également que le Conseil du commerce des services pourrait et devrait jouer un rôle complémentaire afin de faciliter le processus. La proposition exposait les vues de Hong Kong, Chine sur les priorités ainsi que sur la portée et les modalités des négociations. Hong Kong, Chine était d'avis que tous les secteurs devraient faire l'objet d'un examen et que le principe de la "libéralisation progressive" énoncé à l'article XIX de l'AGCS devrait s'appliquer. L'un des grands résultats du cycle devrait être d'approfondir les engagements dans les domaines de l'accès aux marchés et du traitement national, et il faudrait y parvenir à l'aide d'un système de demandes et d'offres, complété par d'autres approches, telles que l'approche horizontale ou l'approche fondée sur une formule, si cela était nécessaire et pouvait contribuer au processus. Hong Kong, Chine était également d'avis que le moment était venu d'éliminer les exemptions de l'obligation NPF. Ces exemptions dérogeaient à un principe fondamental, et l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II disposait que ces exemptions ne devraient pas, en principe, dépasser une période de dix ans. Hong Kong, Chine proposait leur élimination d'ici à 2005 ou d'ici à la conclusion du prochain cycle, si celle-ci intervenait avant. Avec l'approfondissement des engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national, il devenait évident que les obstacles dus aux réglementations intérieures ne permettraient pas de concrétiser ces engagements. C'est pourquoi il fallait s'attaquer vigoureusement à ces obstacles durant le prochain cycle, dans un cadre favorable à la concurrence. Hong Kong, Chine ne jugeait pas qu'il était souhaitable ou nécessaire d'entreprendre un réexamen fondamental de l'AGCS, mais il fallait s'assurer que les règles de l'AGCS demeurent pertinentes et adaptées aux besoins des fournisseurs de services et des consommateurs. Aussi fallait-il réviser d'autres dispositions, en plus des points du programme de travail incorporé visés aux articles X, XIII et XV, et à cet égard, l'intervenant tenait à indiquer qu'il appuyait la proposition de l'Argentine visant à traiter de la question des subventions. Parmi les autres domaines qui devraient être clarifiés figuraient l'application de l'article V sur les accords d'intégration économique, la signification du traitement national, et la distinction entre les modes 1 et 2, et leur signification dans les colonnes concernant le traitement national. En outre, il était nécessaire d'accroître la transparence et la fiabilité des engagements spécifiques. Actuellement, la méthode d'établissement des listes, telle que définie à l'article XX, ne contribuait pas à la clarté. La portée des

secteurs et des engagements n'était pas claire non plus dans tous les cas. Hong Kong, Chine était d'avis que les Membres, quel que soit leur stade de développement, devaient avoir le sentiment qu'ils retiraient un avantage de la libéralisation progressive, ce qui signifiait qu'il fallait examiner en profondeur les secteurs et les domaines où les Membres en développement avaient des intérêts commerciaux et qu'il faudrait peut-être prendre des mesures pour faciliter leur libéralisation. Il faudrait accroître les moyens de tirer parti de ces possibilités, au sens le plus large. Il serait particulièrement avantageux de résoudre bon nombre de ces questions dès le début du cycle, de façon à ce que les conditions dans lesquelles seraient négociés les engagements spécifiques soient aussi claires que possible. Concernant les lignes directrices pour les négociations, Hong Kong, Chine avait déjà présenté ses vues sur les arrangements administratifs d'ensemble dans une note informelle qui avait été présentée au Conseil du commerce des services.

15. Abordant la question de la lutte contre le dumping, l'intervenant a dit que Hong Kong, Chine accueillait avec satisfaction les propositions de l'ANASE, de l'Inde, du Japon et de la Corée, et qu'il partageait les préoccupations qui y étaient exprimées au sujet du recours accru aux mesures antidumping et au nombre croissant de pays qui faisaient appel à un instrument qui pouvait aisément donner lieu à des abus à des fins protectionnistes. Cette tendance était inquiétante parce que les abus et les distorsions qu'entraînait l'application de mesures antidumping étaient susceptibles d'annuler les avantages de la libéralisation des échanges. La simple ouverture d'une enquête, indépendamment du fait que des mesures antidumping seraient ou non appliquées en bout de ligne, donnerait lieu à un harcèlement commercial et aurait pour effet de comprimer les échanges. Un certain nombre de préoccupations spécifiques avaient été soulevées au sujet de la mise en œuvre de l'Accord antidumping, mais pour Hong Kong, Chine la question plus fondamentale consistait à savoir si les mesures antidumping étaient un moyen efficace et approprié d'agir directement sur les facteurs qui faussaient la concurrence. Hong Kong, Chine croyait que ce n'était pas le cas. Il s'agissait le plus souvent de mesures visant à corriger des pratiques d'importation discriminatoires qui avaient elles-mêmes pour effet de fausser davantage le commerce et la concurrence. Hong Kong, Chine était également d'avis que les règles de l'OMC en vigueur dans ce domaine devaient être continuellement revues afin de s'assurer qu'elles étaient toujours adaptées à une économie mondialisée et marquée par une évolution technologique rapide, et il appuyait donc la proposition selon laquelle les règles régissant les mesures antidumping devaient être réexaminées afin que tous les Membres, en particulier les pays en développement, puissent bénéficier le plus possible de la libéralisation des échanges. Ces réexamens devaient aussi avoir une portée suffisante pour englober tout principe sous-jacent qui pouvait donner lieu à des problèmes. À cet égard, Hong Kong, Chine jugeait encourageant que plusieurs délégations, ainsi que le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, avaient à diverses reprises proposé de tenir compte de la politique de la concurrence dans l'établissement des règles régissant les mesures antidumping. Il faudrait faire davantage pour s'assurer que l'imposition de mesures antidumping tenait compte de la réalité économique et pour veiller à ce qu'il existe des incitations qui permettent de s'attaquer aux facteurs de distorsion de la concurrence et d'encourager une libéralisation des échanges favorisant la concurrence, de manière à ce que les Membres soient incités à maintenir des engagements visant à assurer la liberté des échanges et la libre concurrence.

16. Le représentant de l'Uruguay, se référant à la proposition de son gouvernement concernant les services (document WT/GC/W/234), a dit que son pays considérait que les prochaines négociations sur le commerce des services étaient importantes et qu'il espérait que, conformément à ce que prévoyait l'article XIX:1 de l'AGCS, elles aboutiraient à un équilibre global des droits et des obligations qui tienne compte des intérêts de tous les Membres. Aux fins de l'élaboration de lignes directrices pour ces négociations, l'Uruguay estimait que l'évaluation du commerce des services envisagée à l'article XIX et sur laquelle se penchait actuellement le Conseil du commerce des services était très importante. Sans préjuger de ces travaux, et compte tenu du calendrier du programme de travail arrêté par le Conseil général, l'Uruguay avait présenté cette proposition à ce moment-là afin de permettre aux Membres d'avoir suffisamment de temps pour l'analyser et formuler leurs observations.

La proposition énonçait les objectifs, principes et éléments qui, selon l'Uruguay, devraient être inclus dans les lignes directrices pour les négociations. L'objectif des négociations devrait rester, tel qu'énoncé dans la Déclaration ministérielle de Punta del Este et, par la suite, dans l'AGCS, "l'expansion du commerce des services dans des conditions de transparence et de libéralisation progressive et comme moyen de promouvoir la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en développement". Concernant les principes et éléments à inclure dans les lignes directrices, l'Uruguay a mentionné trois éléments qui lui semblaient importants. Premièrement, le principe de la libéralisation progressive, qui était un principe fondamental dans la structure et le fonctionnement de l'AGCS. L'Uruguay considérait qu'il était important de maintenir la structure et le fonctionnement de l'AGCS tels qu'ils avaient été approuvés et tels qu'ils existaient, sur la base des listes positives d'engagements spécifiques dans des secteurs et modes de fourniture négociés et convenus par les Membres. En outre, il fallait dûment envisager de ménager une flexibilité appropriée aux pays en développement, ainsi qu'en disposait l'article XIX:2. Deuxièmement, l'Uruguay estimait que la participation croissante des pays en développement dont il était question à l'article IV:1 était essentielle. Parallèlement, pour faire en sorte que les dispositions de l'article IV soient effectivement appliquées, les pays développés devraient adopter lors des prochaines négociations des engagements commerciaux significatifs dans des domaines qui intéressaient les pays en développement. En outre, le paragraphe 3 de l'article XIX précisait que les lignes directrices pour les négociations devraient établir les modalités du traitement spécial en faveur des pays les moins avancés Membres. Troisièmement, conformément à l'article XIX:3, les prochaines négociations devraient tenir compte de la libéralisation entreprise de façon autonome par les Membres depuis la fin du Cycle d'Uruguay. L'Uruguay estimait aussi que les éléments suivants, qui faisaient partie des travaux en cours qu'il faudrait poursuivre pendant les négociations, devraient être inclus dans les lignes directrices: i) réglementation intérieure; et ii) règles de l'AGCS. Les travaux dans ces domaines devraient se poursuivre conformément aux mandats convenus.

17. Le représentant de la Hongrie, s'exprimant également au nom de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Lettonie, de la République slovaque et de la Slovénie, a déclaré en présentant une proposition concernant les préoccupations des pays en transition ou ayant achevé leur transition au sujet du soutien interne dans le cadre des négociations sur l'agriculture (document WT/GC/W/217) que l'Accord prévoyait d'exempter des engagements de réduction du soutien interne certains types de soutien lorsque les effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production étaient nuls ou au plus minimes ou qu'ils limitaient ces effets. Outre ces exemptions spécifiques à certaines mesures, l'Accord reconnaissait également que, dans des circonstances bien définies, certains types de soutien interne pouvaient mériter un traitement spécial, s'ils contribuaient de façon indispensable au développement économique d'un groupe de pays déterminé. L'Accord ne prévoyait cependant aucune disposition qui répondrait de façon convenable aux besoins particuliers du secteur agricole des Membres qui s'étaient engagés dans un processus de transition vers un véritable système de marché ou qui tentaient de consolider les résultats d'un changement économique aussi profond. Aussi leurs pays avaient-ils proposé qu'il conviendrait de définir et d'arrêter d'un commun accord des moyens adéquats qui permettraient aux pays en transition ou ayant achevé leur transition d'introduire ou de continuer à utiliser les mesures de soutien qui étaient nécessaires pour la transformation économique de leur agriculture. Ces mécanismes auraient pour effet d'aider ces pays dans leurs efforts pour établir et consolider un secteur agricole national axé sur le marché en allégeant en partie les charges considérables qu'un tel processus faisait peser sur eux, et de leur permettre de tirer parti de leur avantage comparatif.

18. Le représentant de la Turquie a dit que son gouvernement attachait une grande importance à la mise en œuvre complète de l'Accord sur les ADPIC. La Turquie estimait également que les négociations en cours au Conseil des ADPIC concernant la protection additionnelle des indications géographiques et le système d'enregistrement multilatéral des indications géographiques pour les vins et spiritueux devraient être étendues à d'autres produits aussi. La protection additionnelle des indications géographiques était l'un des éléments fondamentaux de l'Accord sur les ADPIC. Le fait de

limiter son application aux seuls vins et spiritueux ne constituait pas un traitement loyal et équitable des droits et des intérêts des Membres. La Turquie était aussi convaincue qu'une extension de la portée de la protection à d'autres produits jouerait un rôle important pour la situation des producteurs locaux et le développement des branches de production locales en question. Tout comme un certain nombre de Membres de l'OMC, la Turquie avait dit qu'elle souhaiterait que la protection des indications géographiques soit étendue à d'autres produits, outre les vins et les spiritueux, et elle appuyait pleinement les propositions présentées jusqu'alors à ce sujet. La Turquie proposait<sup>4</sup> que le Conseil général soumette une recommandation à cet égard à la troisième Conférence ministérielle.

19. Le représentant de l'Australie a dit que la neuvième proposition concernant l'agriculture qu'avait récemment présentée sa délégation (document WT/GC/W/237) traitait de la question des restrictions et des taxes à l'exportation. L'Australie était résolue à éliminer les restrictions et les distorsions qui affligeaient le secteur agricole, et cette proposition montrait que l'Australie était prête à faire face à toute une série de pressions différentes qui s'exerçaient à la fois sur les exportateurs et sur les importateurs de produits agricoles. L'Australie reconnaissait que l'application sans aucune retenue de restrictions et de taxes à l'exportation risquait d'avoir pour effet de limiter l'offre et de porter les prix à des niveaux supérieurs à ceux dictés par un marché équitable. Les pays importateurs nets de produits alimentaires avaient fait part de leurs préoccupations quant au meilleur moyen d'assurer leur sécurité alimentaire compte tenu de l'existence de telles mesures. En même temps, certains pays en développement appliquaient des taxes et des restrictions à l'exportation pour lutter contre la progressivité des droits et les distorsions qui affectaient leur propre potentiel d'exportation. Pour toutes ces raisons, l'Australie était convaincue qu'il y avait des avantages nets à retirer de l'élaboration dans les négociations sur l'agriculture de disciplines relatives aux restrictions et aux taxes à l'exportation qui feraient partie intégrante d'une libéralisation substantielle accrue.

20. Le représentant du Pakistan a dit qu'il faudrait traiter des questions de mise en œuvre sous l'angle général des politiques. Il fallait répondre aux préoccupations de la majorité des Membres de l'organisation si l'on entendait effectuer un réalignement et un rééquilibrage réalistes pendant les négociations en cours et à venir. Il serait extrêmement difficile d'envisager de mener des négociations sur des questions autres que celles figurant dans le programme de travail implicite, si les problèmes liés à la mise en œuvre des accords existants n'étaient pas résolus de façon satisfaisante. Le Pakistan avait présenté plusieurs documents concernant les textiles, l'agriculture, le mouvement des personnes physiques et le règlement des différends, et bon nombre des propositions qui y étaient avancées traitaient de questions de mise en œuvre. Il avait confiance qu'il y aurait moyen de trouver une façon de répondre aux préoccupations relatives à la mise en œuvre qui avaient été soulevées dans diverses propositions et documents d'ici à ce que se tienne la Conférence ministérielle. L'objectif devrait être de résoudre ces questions, de préférence avant la Réunion de Seattle, de façon que les pays en développement soient en mesure de se prononcer sur le fond même des autres propositions. Le Pakistan ne tiendrait pas à ce que la mise en œuvre fasse à nouveau partie d'un nouvel ensemble, parce que ces questions faisaient partie d'un ensemble antérieur – l'ensemble du Cycle d'Uruguay. Il ne faudrait pas s'attendre que les pays en développement, ou en fait n'importe quel pays, paie deux fois la même concession ou le même engagement. Le Pakistan estimait qu'il faudrait traiter de ces questions à une réunion spécifique ou par le biais d'un mécanisme dans le but de les régler dans les mois à venir et dans le cadre du processus préparatoire. La communication du Pakistan sur les textiles (document WT/GC/W/159) renfermait certaines propositions concernant des questions de mise en œuvre, et la proposition récemment présentée par l'Inde (document WT/GC/W/226) la complétait dans une large mesure, et l'intervenant espérait que les deux documents seraient examinés en même temps. De même, au sujet de l'agriculture, le Pakistan accueillait avec satisfaction la proposition de l'Australie, ainsi que certains des points abordés par la Nouvelle-Zélande dans sa proposition, et la délégation pakistanaise espérait pouvoir consulter ces délégations dans le but de coordonner les positions et de

---

<sup>4</sup> Une proposition officielle a par la suite été distribuée sous la cote WT/GC/W/249.

présenter des propositions concertées sur des questions relevant à la fois de la mise en œuvre et du programme de travail implicite dans le secteur agricole.

21. Le représentant de l'Argentine, se référant à la proposition de l'Australie concernant l'agriculture (document WT/GC/W/237), a souligné l'importance de la progressivité des droits de douane et de son lien avec les restrictions à l'exportation de matières premières originaires de certains pays, et il a dit que le paragraphe 4 de la proposition témoignait des difficultés auxquelles faisaient face les pays en développement dans ce domaine. Concernant la proposition du Japon à ce sujet (document WT/GC/W/220), il a dit que l'objectif de l'Accord sur l'agriculture, à savoir l'établissement d'"un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché", n'avait pas été pris en compte dans la proposition. Il était évident que ce type de système pouvait permettre à divers types d'agriculture de coexister, mais ce n'était pas le but de l'Accord, c'était plutôt une conséquence de celui-ci. Cette coexistence dépendait, comme pour tout le commerce relevant de l'OMC, de la capacité des producteurs de se faire une place sur le marché. Dans sa proposition, le Japon a donné à entendre que le marché international des produits alimentaires était instable, ce qui avait des effets néfastes sur la sécurité alimentaire. La délégation argentine estimait que cette idée s'appuyait sur des arguments erronés et qu'elle amenait à des conclusions erronées. En réalité, l'ensemble du commerce international dans le secteur agricole était influencé par la politique publique, ce qui rendait pratiquement impossible le recours à des mécanismes d'équilibre du marché et provoquait une instabilité des prix que l'on ne pouvait imputer aux défaillances du marché. En raison du niveau élevé des droits de douane et du soutien interne, les producteurs n'avaient pas besoin de se fier aux signaux du marché, et dans les pays très développés, ils pouvaient ne pas tenir compte du niveau de la demande intérieure dans leurs décisions de production. Il en résultait des excédents qui devaient être exportés à des prix inférieurs à ceux du marché, ce qui entraînait d'autres baisses des prix. Conjugué à l'octroi de subventions à l'exportation, cette situation avait eu pour effet net d'accroître encore plus l'instabilité, la pauvreté en région rurale, les crises du marché, la détérioration de l'environnement et la diminution de la sécurité alimentaire. Le Japon avait en outre proposé de réexaminer les règles de l'Accord sur l'agriculture. L'article 20 indiquait clairement que la poursuite du processus de réforme engagé dans le cadre du Cycle d'Uruguay nécessiterait des "réductions progressives substantielles du soutien et de la production", et il était probable que pour réaliser la "réforme fondamentale" mentionnée à cet article, il serait nécessaire de réexaminer certaines dispositions de l'Accord, mais dans le but de réaliser une plus grande, et non une moindre libéralisation. Le Japon avait aussi proposé d'aborder certaines questions nouvelles, telles celles des organismes génétiquement modifiés (OGM) qui revêtaient une grande importance et qui pouvaient avoir une incidence sur divers accords de l'OMC. Pour le moment, les Membres examinaient le lien entre les OGM et l'Accord sur les ADPIC dans le contexte du réexamen de l'article 27:3 b), et il ne semblait pas indiqué de traiter de cette question à Seattle. L'Argentine convenait qu'il serait nécessaire de créer un groupe indépendant chargé des négociations agricoles pour examiner des questions telles que les subventions à la production intérieure et les subventions à l'exportation, que justifiaient les règles relatives aux subventions à l'agriculture qui autorisaient le maintien pendant un certain temps de certaines mesures spécifiques. Par ailleurs, dans le domaine de l'accès aux marchés, il faudrait examiner la possibilité de mener une négociation unique sur tous les droits de douane visant les marchandises.

22. Pour ce qui était des propositions voulant que les règles de l'OMC concernant l'agriculture tiennent compte des particularités naturelles, historiques et culturelles des pays, l'Argentine n'arrivait pas à comprendre pourquoi l'agriculture devrait être différente des autres secteurs. Il serait possible d'invoquer des considérations similaires, par exemple dans le cas des industries des produits électriques, des produits pharmaceutiques, des textiles, des télécommunications et ainsi de suite. Il y avait cependant entre les pays une différence dont devait effectivement tenir compte l'Accord sur l'agriculture, à savoir les niveaux différents de développement. Il fallait qu'en tienne compte le traitement spécial et différencié pour les pays en développement, qui permettait à ces derniers d'avoir la possibilité de s'adapter aux prescriptions du libre-échange. Les autres différences, qu'il s'agisse de

particularités naturelles, historiques ou culturelles, ne faisaient pas obstacle à la libéralisation, mais la justifiaient au contraire, et les partenaires commerciaux d'un pays bénéficiaient de chaque activité productive dans laquelle celui-ci s'était spécialisé. L'intervenant tenait à mentionner que le principe de la "multifonctionnalité" n'existait pas dans l'Accord sur l'agriculture, qui ne mentionnait que les "considérations autres que d'ordre commercial", et il ne savait pas bien ce que ce nouveau terme ajouterait au concept des considérations autres que d'ordre commercial. L'Argentine était d'avis que le programme de travail du processus de réforme devait être entièrement conforme aux dispositions de l'article 20, et elle était prête à examiner les considérations autres que d'ordre commercial à l'intérieur du cadre convenu des "réductions progressives substantielles du soutien et de la protection qui aboutiraient à une réforme fondamentale" du commerce des produits agricoles. Autrement dit, l'examen des considérations autres que d'ordre commercial devrait entraîner une plus grande, et non une moindre libéralisation. Si certains Membres devaient insister pour qu'il soit tenu compte du principe de la multifonctionnalité, d'autres Membres se sentiraient obligés d'étendre ce principe à d'autres domaines du commerce des marchandises. Les trois conditions énoncées au paragraphe 14 de la proposition du Japon s'appliqueraient parfaitement à n'importe quel secteur industriel dont la protection pourrait s'avérer nécessaire afin de préserver les "fonctions" et "valeurs" d'une société donnée. En ce qui concernait la sécurité alimentaire, le Japon avait suggéré que, du fait que l'agriculture était tributaire du climat, il était nécessaire que les pouvoirs publics interviennent et que leurs politiques tiennent compte de chaque type de produit. Les gouvernements avaient l'obligation d'assurer la sécurité alimentaire de leur pays et le problème était particulièrement sérieux lorsque des difficultés d'approvisionnement à l'étranger venaient se greffer sur celui de l'insuffisance de la production locale. Ce n'était cependant pas le cas du Japon, mais cela pouvait fort bien être celui des pays en développement qui n'avaient pas suffisamment de devises pour payer leurs importations. Il était nécessaire de dissocier les motivations protectionnistes des véritables préoccupations. La sécurité alimentaire était un problème pour les pays pauvres, et non pour les pays riches, et c'était pour cette raison que l'examen de cette question relevait de celle du traitement spécial et différencié pour les pays en développement. Pour ce qui était de la suggestion voulant que des politiques différentes puissent s'appliquer à des produits différents, il n'était pas nécessaire de reconnaître que certains aspects du commerce de produits agricoles pesaient plus que d'autres. L'Argentine craignait cependant que cet argument n'amoindisse toute la question de la sécurité alimentaire et ne finisse par créer un fatras de facteurs qui pourraient limiter l'exportation de certains produits vers certains marchés spécifiques.

23. Pour ce qui était de la proposition de la Norvège concernant l'agriculture (document WT/GC/W/238), il était étonnant de constater qu'un pays dont 2 pour cent de la superficie était cultivée, dont 3 pour cent de la population active se livrait à l'agriculture, et où celle-ci générait 1 pour cent du PIB, demandait, au paragraphe 8 de sa proposition, que l'agriculture soit définitivement traitée de façon distincte dans le cadre de l'OMC. Il était curieux qu'un pays qui ne détenait aucun intérêt véritable dans le secteur agricole veuille qu'une discrimination permanente soit établie à l'encontre des exportateurs efficaces, et l'intervenant se demandait quelles dispositions de l'OMC pourraient justifier une telle discrimination. La Norvège avait également indiqué que les intérêts des pays en développement devaient être pleinement pris en compte, et il ne pouvait y avoir aucun doute à ce sujet car l'Accord sur l'agriculture l'établissait clairement. L'intervenant se demandait cependant si en établissant une discrimination contre les exportations de produits agricoles on pourrait considérer comme satisfaisant le traitement accordé aux pays en développement. Il y avait des pays dont les exportations de produits agricoles représentaient une proportion élevée de leurs exportations totales, tels que, par exemple, le Cameroun (36 pour cent), Sri Lanka (38 pour cent), le Nicaragua (63 pour cent) et le Belize (90 pour cent), et il se demandait comment la Norvège s'imaginait que ces pays s'en sortiraient advenant l'établissement d'un cadre multilatéral prévoyant qu'une discrimination permanente soit établie à l'encontre des exportations de produits agricoles. Sa délégation était d'avis que des pays comme la Norvège allaient trop loin en proposant que l'agriculture soit aussi à l'avenir traitée de façon distincte dans le système commercial multilatéral et d'une manière qui établissait une discrimination à l'encontre des producteurs efficaces et d'un bon nombre de pays en développement.



24. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Australie concernant les restrictions et taxes à l'exportation (document WT/GC/W/237), et il a dit que l'existence d'un système commercial efficace passait en grande partie par des disciplines adaptées dans ce domaine, y compris l'élimination de la progressivité des droits. La conduite de négociations à cette fin serait compatible avec l'objectif visé, à savoir l'établissement d'un système commercial pour les produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché, et elle favoriserait le développement économique des pays en développement Membres de l'OMC, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires Membres.

25. Le représentant de l'Égypte a déclaré que son pays avait à plusieurs reprises fait part de son désir de voir s'instaurer un véritable dialogue entre les Membres sur diverses questions, mais que cela semblait de plus en plus difficile compte tenu du nombre de propositions mises de l'avant. Le problème était que les Membres cherchaient aux réunions du Conseil général à échanger des vues sur des questions portant sur tous les Accords de l'OMC, sur le programme implicite et sur les négociations prescrites, ce qui représentait une tâche très ardue. Il serait nécessaire d'examiner les questions de façon plus structurée, et dans le cas des propositions concernant la mise en œuvre, cela signifiait qu'il faudrait considérer les propositions portant sur un seul accord à la fois. Les réunions antérieures n'avaient pas été structurées, de sorte que les Membres avaient simplement énoncé leurs positions, sans amorcer de dialogue. L'Égypte estimait que la meilleure façon de procéder consistait à saisir le Conseil général d'une série de propositions relatives à des questions spécifiques et à tenir un débat structuré sur celles-ci.

26. Le représentant de Cuba a déclaré que sa délégation était entièrement d'accord avec la proposition de l'Uruguay concernant les services (document WT/GC/W/234), qui pouvait servir de lignes directrices pour les négociations futures dans ce domaine. Cuba estimait que l'expansion du commerce des services devrait se faire dans des conditions de transparence, et que la libéralisation progressive dans ce domaine devrait pleinement prendre en compte les intérêts des pays en développement. Il faudrait que les pays développés prennent des engagements significatifs dans des domaines qui intéressaient les pays en développement, et il faudrait renforcer les capacités structurelles de ces derniers dans les domaines de la technologie, des conditions commerciales et autres afin de permettre à ces pays de participer davantage au commerce international des services.

27. Le représentant de l'Uruguay s'est déclaré favorable à la proposition de l'Australie concernant les restrictions et taxes à l'exportation de produits agricoles, qui était compatible avec la déclaration sur une vision d'avenir du Groupe de Cairns. L'Uruguay estimait que des disciplines devraient être élaborées à ce sujet dans les prochaines négociations, et qu'elles devraient faire partie intégrante d'une libéralisation substantielle du commerce des produits agricoles.

28. Le représentant de l'Australie a dit que certaines des propositions concernant l'agriculture touchaient le cœur même des intérêts de nombreux Membres, car les Membres qui les avaient présentées étaient des pays riches qui pouvaient se permettre de subventionner de minuscules secteurs agricoles et qui voulaient faire supporter au reste de la communauté mondiale leurs coûts d'ajustement interne, ou leur incapacité d'engager des processus d'ajustement intérieur. Pour les pays pauvres, la sécurité alimentaire était une question très sérieuse, et c'était pourquoi elle relevait de la catégorie verte, et que ces pays attachaient tellement d'importance au traitement spécial et différencié. Mais ce n'étaient que les pays riches, qui avaient les moyens de mettre en place des mécanismes de soutien liés à la production, qui parlaient de multifonctionnalité. La proposition de la Norvège visait à établir une discrimination permanente à l'encontre de l'agriculture au sein de cette organisation, qui avait été créée 50 ans auparavant pour mettre fin à la discrimination, et non pour l'ériger en règle. Il fallait bien comprendre que l'adoption du principe de la multifonctionnalité établirait une discrimination permanente à l'égard de tous les pays qui jouissaient d'un avantage comparatif dans le secteur agricole, ou qui dépendaient de l'agriculture, et aucun Membre ne saurait permettre qu'un tel principe soit enchâssé dans les règles de l'OMC.

29. Le représentant de la Norvège, faisant allusion aux observations formulées par l'Argentine et l'Australie au sujet de la proposition de son gouvernement concernant l'agriculture, a dit que sa délégation comprenait que certains autres Membres ne soient pas d'accord avec cette proposition. Mais sa délégation jugeait offensant le type de déclarations qui avaient été faites, en particulier par l'Argentine, et qui décrivaient la Norvège en des termes qui n'avaient pas leur place dans une organisation comme l'OMC.

30. Le représentant du Japon, répondant aux observations formulées par l'Argentine et l'Australie au sujet de la proposition de son gouvernement concernant l'agriculture, a dit que l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture disposait clairement que les prochaines négociations devraient tenir compte des considérations autres que d'ordre commercial, de ce qu'aura donné la mise en œuvre des engagements, et des autres préoccupations mentionnées dans le Préambule de l'Accord. La proposition du Japon se fondait sur ces considérations et sur les débats qui s'étaient tenus au Comité de l'agriculture, et elle visait à contribuer aux discussions qui auraient lieu à des réunions futures.

31. Le représentant du Chili a dit que son pays approuvait entièrement la proposition de l'Australie concernant les restrictions et taxes à l'exportation dans le secteur agricole. Il fallait élaborer des disciplines dans ce domaine afin d'éliminer les obstacles et de permettre aux produits agricoles d'obtenir un accès plus équilibré aux marchés.

32. Le représentant du Costa Rica a déclaré que sa délégation appuyait la proposition de l'Australie concernant les restrictions et taxes à l'exportation. Sa délégation accueillait également avec satisfaction les propositions de la Communauté européenne et du Japon concernant l'établissement d'un cadre multilatéral régissant l'investissement à l'OMC. Le Costa Rica avait auparavant indiqué qu'il fallait lancer des négociations globales portant entre autres sur l'élaboration de règles multilatérales en matière d'investissement. L'absence de telles règles était une lacune importante du système fondé sur des règles de l'OMC, qui avait donné lieu à un certain nombre d'inégalités aux conséquences systémiques. Ces règles étaient justifiées pour diverses raisons. Premièrement, la multiplication des accords bilatéraux de promotion et de protection de l'investissement, même si les vues convergeaient de plus en plus à ce sujet, avait introduit des éléments de confusion, d'inefficacité et d'incertitude, et entraîné la fragmentation et la superposition de régimes distincts dans un monde où l'investissement était de plus en plus global ou régional. Un accord multilatéral était susceptible d'atténuer les contradictions entre les règles des différents pays et de réduire les inefficacités auxquelles avait donné lieu cette multitude d'accords. Deuxièmement, l'établissement d'un cadre de règles et d'engagements internationaux contribuerait à la stabilité et à la prévisibilité du climat de l'investissement dans le monde. Troisièmement, les règles relatives à l'investissement pourraient rétablir l'équilibre du système de l'OMC, car il n'y avait aucune règle de ce genre dans le cas des marchandises, alors qu'il en existait dans le domaine des services. Le Costa Rica était convaincu que de telles règles bénéficieraient à la fois aux pays développés et en développement, et il présenterait prochainement une proposition à ce sujet.

33. Le représentant de la Turquie a déclaré que des politiques et des disciplines valables et acceptées au niveau multilatéral en matière de concurrence élargiraient encore les possibilités d'accès aux marchés et encourageraient le commerce international sur une base de non-discrimination, de prévisibilité et de transparence. Dans une économie mondialisée, une approche multilatérale concernant la concurrence contribuerait à l'atteinte des objectifs que s'était fixé l'OMC. Étant donné la nature des règles en matière de concurrence, il conviendrait de ne pas perdre de vue qu'un cadre bilatéral serait efficace si tous les pays Membres étaient dotés d'une législation nationale concernant la concurrence qui soit fondée sur une position commune définie au niveau multilatéral. Cela faciliterait la coopération entre les autorités compétentes en la matière pour bien appliquer le droit de la concurrence. Dans ce but, les travaux futurs devraient être axés sur des études visant à en arriver à une position commune sur cette question et à promouvoir l'adoption de législations nationales sur la concurrence fondées sur les principes de la non-discrimination et de la transparence. À cet effet, la

Turquie proposait<sup>5</sup> que les différences dans les dispositions des législations et des procédures administratives nationales soient prises en compte. Un cadre multilatéral pour les règles en matière de concurrence devrait inclure des dispositions prévoyant des périodes de transition et une certaine souplesse afin de permettre aux Membres qui se trouvaient à différents stades de développement de prendre les engagements; ces Membres devraient aussi bénéficier d'un soutien pour les aider à renforcer leur infrastructure.

34. La représentante de Hong Kong, Chine a déclaré que sa délégation accueillait avec satisfaction la proposition du Japon concernant les règles multilatérales en matière d'investissement (document WT/GC/W/239), et qu'elle partageait bon nombre des vues qui y étaient exposées, en particulier celle voulant que tout accord dans ce domaine devrait adopter une approche progressive et renfermer au départ quelques éléments-clés, notamment le traitement NPF, le traitement national, la transparence, les incitations à l'investissement et l'application des procédures de règlement des différends. Hong Kong, Chine convenait qu'il faudrait dûment prendre en considération les besoins de développement des pays en développement Membres. La proposition des Communautés européennes (document WT/GC/W/245) renfermait aussi plusieurs points intéressants, mais Hong Kong, Chine souhaiterait obtenir des éclaircissements sur le libellé de la partie concernant la protection de l'investissement et le droit de réglementation.

35. Le représentant de la Hongrie a déclaré que même si l'on reconnaissait généralement que l'investissement international avait des effets bénéfiques, aucune règle multilatérale globale ne régissait l'investissement. De telles règles fourniraient la transparence, la prévisibilité et la sécurité nécessaires aux entreprises qui exerçaient leurs activités sur le marché global, peu importait la structure de leur capital ou leur lieu de constitution en société. Pour la Hongrie, l'OMC était l'organisation qui devait élaborer de telles règles, lesquelles devraient se fonder sur le principe de la non-discrimination tout en reconnaissant le droit des gouvernements de prendre des mesures pour atteindre des objectifs de la politique publique. Un accord multilatéral sur l'investissement permettrait d'atténuer la distorsion des flux d'investissement et l'allocation inefficace des ressources auxquelles donnaient lieu le grand nombre et la grande diversité des réglementations de l'investissement. La Hongrie était d'avis qu'il était temps que l'OMC établisse un cadre multilatéral de règles qui régissent les investissements internationaux. Dans ce contexte, la délégation hongroise accueillait avec satisfaction les propositions des Communautés européennes et du Japon, et elle se félicitait en particulier de constater que les deux propositions retenaient une approche similaire. Ces propositions renfermaient de nombreux éléments qui concordaient, dans une large mesure, avec les vues de la Hongrie. Elles mettaient principalement l'accent sur l'IED et cherchaient, en retenant une très large définition de l'investissement, à limiter l'ampleur et à atténuer la gravité des problèmes communs à de nombreux Membres. Elles adoptaient toutes deux une approche ascendante, ou dite des listes positives, et reconnaissaient que pendant la phase de préétablissement la libéralisation devrait être introduite de façon progressive, de manière à fournir la flexibilité nécessaire aux Membres. Toutes deux envisageaient également que s'applique le principe de la non-discrimination dans un accord éventuel et demandaient que soit accordé le plein traitement national durant la phase de préétablissement. Enfin, la Hongrie était tout particulièrement satisfaite que la proposition japonaise mentionnait explicitement qu'il faudrait exclure les différends entre investisseurs et États, et elle estimait comme le Japon que de tels différends seraient incompatibles avec le caractère fondamental du mécanisme de règlement des différends.

36. Le représentant de la Corée appuyait les propositions des Communautés européennes et du Japon concernant le commerce et l'investissement. Dans leur orientation générale, les deux propositions allaient dans le sens des vues de la Corée. La multiplication récente des ententes bilatérales et régionales en matière d'investissement avait fait coexister des disciplines parfois

---

<sup>5</sup> La Turquie a par la suite présenté une proposition formelle qui a été distribuée sous la cote WT/GC/W/250.

mutuellement incompatibles qui étaient susceptibles de fausser les flux de l'investissement. La Corée estimait que des règles multilatérales sur l'investissement étaient une solution à ce problème car elles accroîtraient la transparence et la prévisibilité du régime international des investissements, ce qui faciliterait la plus grande liberté et stabilité des flux d'investissement et améliorerait le bien-être global. Il ne faudrait pas que les préoccupations au sujet du coût éventuel, dont il faudrait d'abord prouver l'existence, fassent obstacle aux négociations dans ce domaine. Les règles multilatérales relatives à l'investissement ne devraient pas freiner le développement des pays d'accueil, et les considérations en matière de développement devraient faire partie intégrante de telles règles et être prises efficacement en compte grâce à la mise en place de mécanismes de sauvegarde qui offriraient une certaine flexibilité aux pays d'accueil. Les règles futures de l'OMC en matière d'investissement devraient donc établir un équilibre entre l'objectif de facilitation des flux d'investissement et la nécessité d'offrir des options viables aux pays en développement. Compte tenu des négociations qui avaient récemment eu lieu dans ce domaine, la Corée était d'avis que pour que les négociations produisent des résultats il faudrait adopter une approche médiane, pour ce qui était tant de la protection du pays d'accueil que de la libéralisation de l'investissement, et la proposition que la Corée présenterait prochainement au sujet de l'investissement procéderait de cette approche.

37. Le représentant des Philippines, s'exprimant au nom des membres de l'ANASE, a déclaré en se référant à la proposition du Japon concernant l'investissement que la transparence et la stabilité des systèmes juridiques et des politiques étaient, à n'en pas douter, une préoccupation majeure des pays d'accueil, notamment des pays en développement. L'ANASE convenait également que la transparence et la stabilité, entre autres facteurs, réduisaient les coûts et les risques de l'investisseur étranger, du pays d'origine et du pays d'accueil, ce qui encourageait les investissements et stimulait la croissance. Ainsi que l'avait indiqué l'ANASE au Groupe de travail du commerce et de l'investissement, en cette époque de globalisation et d'ouverture, chaque pays, du fait qu'il était un bénéficiaire potentiel de l'investissement étranger direct (IED), ferait tout son possible pour faire concurrence afin d'attirer l'IED en recourant à la législation et aux meilleures pratiques. En outre, l'ANASE avait également souligné que les gouvernements seraient réticents à modifier radicalement leurs politiques ou leur législation pour courir le risque de nuire aux perspectives de développement de leurs pays. L'ANASE se demandait si les règles multilatérales, dont le Japon avait préconisé l'établissement dans son document, résoudraient tous les problèmes que pouvaient engendrer les flux de l'IED à l'échelle internationale, ou si de telles règles qui mettaient trop l'accent sur le traitement et la protection de l'IED ne feraient qu'aggraver ces problèmes. Là encore, ainsi que l'avait déclaré l'ANASE au Groupe de travail, les règles multilatérales relatives à l'investissement ne produiraient de résultats que si elles venaient combler un vide. Dans ce cas, il fallait également veiller à ce que ces règles puissent répondre de manière équilibrée aux intérêts différents et variables de l'ensemble des pays. On ne saurait limiter l'examen des avantages conférés par de telles règles à ceux qui bénéficieraient aux pays investisseurs. Il fallait aussi se demander si les règles multilatérales auraient effectivement pour effet d'accroître les flux d'investissement et les avantages nets qui en résulteraient pour un pays d'accueil ou si elles ne constituaient qu'une panacée artificielle. L'ANASE estimait que les règles multilatérales relatives à l'investissement, ainsi que les avait envisagées le Japon, ne tenaient pas compte du développement. L'ANASE avait suffisamment étudié cette question au Groupe de travail, et elle tenait donc à souligner qu'il devrait y avoir moyen de faire ressortir la dimension "développement" dans chacun des éléments que l'on retrouvait dans n'importe quelle série de règles multilatérales relatives à l'investissement. Le Japon avait en outre fait valoir qu'il fallait ménager un délai suffisant aux pays en développement pour qu'ils puissent mettre en œuvre les engagements, et il avait proposé d'adopter une approche dite des "listes positives". L'ANASE regrettait que cette approche du développement ne portait que sur la prolongation des délais. Ainsi que l'ANASE avait cherché à l'indiquer clairement à la réunion en cours et dans des déclarations antérieures, la question en cause ne se ramenait pas simplement aux règles qui protégeraient l'IED, les investisseurs étrangers et les pays d'origine, mais elle concernait plutôt la dimension "développement" de l'investissement étranger direct. Il y avait une différence de fond entre ces deux conceptions. La question capitale consistait à déterminer comment les règles multilatérales pourraient tenir compte de la dimension

"développement" de façon à éviter que les objectifs de développement ne fassent simplement l'objet d'une attention symbolique dans des déclarations d'intention et que l'on opte par facilité pour de simples prolongations des périodes de transition.

38. Le représentant du Chili, se reportant à la proposition du Japon concernant l'investissement, a dit que son pays estimait, à partir de sa propre expérience, que l'investissement étranger direct était l'un des principaux moteurs du développement et de la croissance économiques, et qu'il continuerait d'être un complément important à l'investissement national, en particulier pour ce qui était des régimes d'épargne nationale, du transfert de technologie, de la création de nouveaux types d'emplois, et de la diversification des exportations, ce qui ouvrirait de nouveaux marchés pour les biens et services. Le Chili soutenait la proposition du Japon pour ce qui était de la nécessité d'établir des règles multilatérales afin de créer un environnement prévisible et stable pour l'investissement étranger direct. Il jugeait que l'OMC était manifestement l'instance qui devrait être responsable de ces règles multilatérales, lesquelles devraient comprendre des principes tels que la transparence, la non-discrimination par le biais du traitement NPF et du traitement national, la protection de l'investissement et la procédure de règlement des différends.

39. Le représentant de la République tchèque a rappelé les déclarations antérieures de sa délégation, selon lesquelles le prochain cycle de négociations devrait être global et porter sur des questions telles que l'investissement et la politique de la concurrence. Sa délégation accueillait donc avec satisfaction les propositions des Communautés européennes et du Japon concernant l'investissement, ainsi que la proposition de la Turquie concernant la concurrence, et elle présenterait ultérieurement des observations sur ces propositions.

40. Le représentant du Japon, répondant aux observations de l'ANASE au sujet de la proposition du Japon concernant l'investissement, a dit que les règles en matière d'investissement amélioreraient la prévisibilité et stimuleraient l'investissement à long terme, débouchant ainsi sur une augmentation non seulement du volume de l'investissement, mais également de l'importance et du niveau technologiques de ces investissements. La forte progression du nombre d'accords bilatéraux et régionaux sur l'investissement conclus ces dernières années montrait que l'on était de plus en plus conscient que les règles en matière d'investissement pouvaient avoir un effet positif sur le développement économique. Les règles proposées par le Japon n'empêcheraient pas les pays en développement de lancer des initiatives pour développer leur infrastructure, leurs ressources humaines ou leurs politiques en matière de développement économique, mais elles complèteraient plutôt ces initiatives en établissant un climat d'investissement stable. Il faudrait, dans l'élaboration des règles relatives à l'investissement, tenir pleinement compte de la nécessité pour les pays en développement de mettre en œuvre des politiques adaptées à leurs niveaux de développement. L'ANASE avait déclaré que la proposition ne tenait pas compte du développement, mais le Japon tenait à souligner qu'il était convaincu que le développement était un élément important de cette question.

41. Le représentant de l'Islande a dit que les Membres n'ignoraient pas qu'un examen approfondi des liens entre la réforme des subventions, le commerce et l'exploitation durable des ressources halieutiques avait eu lieu au Comité du commerce et de l'environnement. Ces liens avaient été considérés comme positifs et il était de plus en plus admis que les gouvernements devaient prendre des mesures efficaces à cet égard. Dans sa proposition concernant les subventions en faveur du secteur de la pêche (document WT/GC/W/229), l'Islande avait proposé que, dans le cadre des prochaines négociations, les Membres conviennent de supprimer les subventions qui contribuaient à la surcapacité du secteur de la pêche, compte tenu du fait qu'elles faussaient le commerce, compromettaient gravement l'exploitation durable des stocks de poissons et faisaient obstacle au développement durable. La surcapacité de la flotte de pêche mondiale était, avec les systèmes de gestion inappropriés, la cause principale de l'épuisement des stocks de poissons dans de nombreuses régions. De l'avis général, les subventions publiques et les autres mesures qui faussaient le marché constituaient les principaux facteurs à l'origine de cette surcapacité. Les mesures visant à encourager

un rythme d'exploitation économique des ressources halieutiques supérieur à la normale engendraient également des distorsions au niveau de l'offre qui exerçaient une pression à la baisse sur les coûts mondiaux des produits de la mer et compromettaient la capacité de l'ensemble des pays, mais plus particulièrement des pays en développement, de tirer des gains économiques suffisants de leurs ressources halieutiques. Étant donné que la majeure partie des subventions qui étaient accordées à l'ensemble du secteur de la pêche l'étaient par des pays industrialisés, les incidences négatives de ces subventions qui faussaient les échanges touchaient en premier lieu et essentiellement les pays en développement exportateurs de poissons. Aussi l'élimination des subventions qui contribuaient à la surexploitation des ressources halieutiques représenterait-elle indiscutablement une avancée bénéfique pour tous dans le domaine du commerce, de l'environnement et du développement durable.

42. Le représentant du Chili a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Islande et a déclaré que sa délégation étudierait avec beaucoup d'intérêt la suggestion visant l'élimination des subventions accordées au secteur de la pêche qui faussaient les échanges et qui nuisaient au développement des pays et à la gestion durable des pêcheries. Sa délégation serait favorable à l'idée d'approfondir l'examen de cette question en partant du principe que la libéralisation du commerce était indissociable du développement durable des pays.

43. Le représentant de Hong Kong, Chine, se reportant aux propositions du Japon concernant les droits applicables aux produits industriels (WT/GC/W/243), et aux produits forestiers et aux produits de la pêche (WT/GC/W/221), a déclaré qu'il était satisfait que ces propositions préconisaient la tenue de négociations globales sur les droits applicables aux produits non agricoles, qui porteraient sur tous les secteurs et n'en excluraient aucun à priori. En particulier, sa délégation était favorable à l'idée d'adopter une approche fondée sur une formule et d'abaisser ou de supprimer les crêtes tarifaires ainsi que les droits de nuisance. Il faudrait appliquer une approche uniforme et objective à l'ensemble des produits non agricoles, notamment aux produits forestiers et aux produits de la pêche.

44. Le représentant des Philippines a déclaré que sa délégation partageait les préoccupations soulevées par l'Islande au sujet des subventions accordées au secteur de la pêche qui se traduisaient par une surcapacité de la flotte de pêche mondiale et qui faisaient obstacle aux initiatives visant à assurer un développement durable. Les subventions accordées au secteur de la pêche favorisaient l'exploitation de flottilles hauturières qui pêchaient le long des côtes des pays en développement et elles avaient pour effet de livrer une concurrence déloyale aux pêcheurs locaux. Étant donné que l'OMC s'était déjà par le passé penchée sur la question des subventions, elle pourrait, dans les limites de son mandat, grandement contribuer à la résolution du problème des subventions accordées au secteur de la pêche. À cet égard, sa délégation appuyait la proposition de l'Islande selon laquelle les Membres devraient convenir de supprimer les subventions octroyées dans ce secteur qui contribuaient à la surcapacité de la flotte de pêche mondiale et à la surexploitation des ressources halieutiques. Les négociations devraient débiter par un examen des dispositions en vigueur de l'OMC qui pouvaient s'appliquer à cette question, dont l'Accord sur les subventions. Il fallait considérer la situation des subventions accordées au secteur de la pêche dans le contexte de l'Accord, en particulier par rapport aux disciplines relatives aux subventions prohibées, aux subventions pouvant donner lieu à une action et aux subventions ne donnant pas lieu à une action.

45. Le représentant de l'Australie a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Islande et il a déclaré qu'en examinant le rôle que pourrait jouer l'OMC, il faudrait se demander si l'accent devrait être mis sur les subventions accordées au secteur de la pêche ou s'il existait d'autres subventions qui contribuaient à la pérennité de ce secteur. Il serait également nécessaire d'examiner s'il existait d'autres mesures qui agissaient sur la production, sans toutefois constituer des subventions au sens strict de la définition de l'OMC, mais auxquelles pourraient s'appliquer utilement les disciplines de l'OMC. Se reportant à la proposition du Japon (document WT/GC/W/221), qui mentionnait l'existence possible de subventions qui contribuaient positivement à l'exploitation durable des ressources halieutiques, l'intervenant a dit que les recherches actuelles donnaient à entendre que la

contribution positive de ces subventions ne représentait qu'une infime partie de l'ensemble des subventions qui avaient actuellement des effets sur la capacité et la pérennité du secteur de la pêche.

46. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Islande qui complétait les travaux effectués au Comité du commerce et de l'environnement, et il a dit qu'il y avait eu la semaine précédente une discussion approfondie sur cette question, ce qui montrait que les Membres de l'OMC étaient très conscients de la nécessité de prendre des mesures pour s'attaquer aux subventions accordées au secteur de la pêche. Son gouvernement avait présenté une communication sur cette question au Comité du commerce et de l'environnement (document WT/CTE/W/121). On ne pouvait considérer les problèmes que créaient les subventions qui contribuaient à la surcapacité du secteur de la pêche comme étant uniquement un problème environnemental. Puisque les pays en développement représentaient plus de la moitié du commerce mondial de poissons et de produits à base de poisson, les subventions versées dans ce secteur avaient une incidence non seulement sur l'environnement, mais également sur le développement et le commerce. Selon une récente étude de la Banque mondiale, le montant total des subventions versées chaque année au secteur de la pêche se situerait entre 14 et 20 milliards de dollars EU, dont la moitié était le fait des seuls pays de l'OCDE. Il était possible que certaines subventions aient des effets positifs sur l'environnement et qu'elles ne faussent pas les échanges, mais l'analyse effectuée par la Banque mondiale montrait également que ces subventions représentaient tout au plus 5 pour cent de l'ensemble des subventions accordées au niveau mondial. Il s'agissait d'une question qu'il fallait examiner dès maintenant dans le cadre du processus de préparation de la Conférence et devant d'autres organes pertinents de l'OMC.

47. Le représentant des États-Unis a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Islande selon laquelle l'OMC devrait prendre des mesures pour éliminer les subventions accordées au secteur de la pêche qui avaient des effets négatifs sur l'environnement et qui faussaient les échanges. La proposition de l'Islande présentait de façon succincte et convaincante des arguments en ce sens. Ainsi que l'avait indiqué l'Islande, ces subventions étaient néfastes tant pour l'environnement que pour le commerce. Il convenait de noter que les membres de la FAO avaient récemment adopté un plan d'action pour la gestion de la capacité de pêche dans lequel il était demandé de prendre des mesures pour réduire et supprimer tous les facteurs, y compris les subventions, qui contribuaient directement ou indirectement à l'accumulation d'une capacité de pêche excessive. Au symposium de haut niveau sur le commerce et l'environnement, la délégation américaine avait souligné que l'OMC avait un rôle important à jouer et devait collaborer avec la FAO à l'élimination des subventions qui contribuaient à la surpêche.

48. Le représentant du Japon, se reportant à la proposition de l'Islande, a dit que l'exploitation durable des ressources était la question importante dans le contexte actuel de la pêche. Le Japon ne croyait pas qu'il faudrait s'intéresser uniquement aux subventions, et il estimait qu'il faudrait également recenser et examiner chaque facteur qui faisait obstacle à l'exploitation durable des ressources. En outre les Membres devraient reconnaître qu'il existait parmi les subventions accordées au secteur de la pêche des subventions utiles telles que les subventions à la réduction de la surexploitation, les subventions à la promotion de la gestion des ressources et les subventions aux ressources renouvelables. Si, après avoir identifié tous les éléments qui faisaient obstacle à l'exploitation durable des ressources et avoir examiné les contre-mesures, on aboutissait à la conclusion que les subventions accordées au secteur de la pêche étaient le problème majeur, les Membres devraient alors envisager les moyens d'améliorer ces subventions. Cet examen devrait être effectué à la FAO qui possédait de l'expérience dans la gestion des pêcheries. Le Japon estimait que la gestion insatisfaisante des ressources halieutiques et les flottes de navires arborant des pavillons de complaisance étaient les principales causes du problème de l'exploitation durable des ressources et que les pays concernés devraient prendre des mesures pour régler ces questions.

49. Le représentant de la Norvège a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Islande qui mettait le doigt sur un problème qui devrait intéresser tous les Membres, à savoir que l'octroi de

certaines subventions contribuait à la surcapacité de la pêche et à l'épuisement des stocks de poissons dans de nombreuses régions. La Norvège estimait que certains types de subventions étaient l'une des causes de la surcapacité de la pêche. Cependant, pour résoudre le problème de la capacité excédentaire et de l'exploitation non durable des stocks de poissons et assurer la protection du milieu marin, les Membres devaient adopter une approche de plus grande envergure. C'était ce qu'avait fait le Comité des pêches de la FAO en adoptant un plan d'action international pour la gestion de la capacité de pêche. Ce plan visait à faire en sorte que la pêche permette une exploitation durable des ressources halieutiques. La délégation norvégienne était heureuse que l'Islande ait fait ressortir le lien entre les initiatives de l'OMC et les travaux de la FAO. La Norvège avait activement participé aux travaux d'élaboration du Plan d'action de la FAO et elle estimait que la gestion de la capacité de pêche était un élément important de la gestion globale des ressources dans le secteur des pêcheries. La délégation norvégienne jugeait utile que l'OMC ait contribué à la réalisation des objectifs du Plan d'action de la FAO dans les limites de ses responsabilités. Les subventions qui avaient des effets dommageables sur l'environnement et qui relevaient des règles génériques de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires étaient particulièrement pertinentes à cet égard.

**b) Propositions concernant le paragraphe 10 de la Déclaration ministérielle**

50. Le représentant de l'Australie a dit que sa délégation avait présenté une proposition concernant le paragraphe 10 (document W/GC/W/230) au nom de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, du Costa Rica, de la République tchèque, de la Hongrie, de la Corée, du Mexique, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour, de la Suisse, de la Thaïlande, de l'Uruguay, et de Hong Kong, Chine. Il était proposé que les Ministres lancent à Seattle un cycle de négociations commerciales multilatérales en vue de libéraliser progressivement le commerce des marchandises et des services, d'améliorer, et lorsque cela aura été convenu, de développer plus avant les règles de l'OMC de façon à garantir un équilibre global entre les intérêts de tous les Membres. Le cycle ne devrait pas durer plus de trois ans et devrait être lancé, mené et conclu sous la forme d'un engagement unique. Les Ministres devraient se rencontrer à mi-parcours pour évaluer les progrès accomplis, ainsi qu'à la fin du cycle pour en approuver les résultats. Entre les conférences ministérielles, le Conseil général devrait se réunir en sessions extraordinaires pour diriger les négociations. Le contexte de la proposition était que les Ministres étaient convenus, en mai 1998, que le Conseil général leur présenterait des recommandations pour décision sur la portée, la structure et les calendriers du programme de travail de l'OMC pour faire en sorte que celui-ci débute et soit achevé promptement. La portée, la structure ainsi que les calendriers devraient être expressément mentionnés dans une déclaration indépendante. Les décisions que les Ministres prendraient par consensus à Seattle définiraient la portée du programme de travail. Quelles que soient les composantes du programme des négociations de l'OMC, celui-ci devrait prendre la forme d'un cycle multilatéral et d'un engagement unique afin de garantir un ensemble de résultats permettant un équilibre global entre les intérêts de tous les Membres. Il serait important de garder la confiance des milieux d'affaires dans la capacité de l'OMC d'obtenir des résultats significatifs. La Conférence ministérielle de Seattle devrait donc reconnaître la possibilité d'obtenir rapidement des résultats. Un examen à mi-parcours des progrès accomplis pourrait permettre de prendre des décisions, si cela était justifié, sur le point de savoir si les premiers résultats éventuellement obtenus pourraient être appliqués par les Membres à titre provisoire, en attendant l'achèvement du cycle. Ces premiers résultats devraient être considérés comme faisant partie intégrante d'un engagement unique. Il serait essentiel d'avoir pour but de conclure les négociations dans les meilleurs délais. Les gouvernements, les milieux d'affaires et la communauté au sens large ne voudraient pas attendre trop longtemps des résultats, comme cela avait été le cas pour le Cycle d'Uruguay. Un délai de trois ans semblait raisonnable étant donné que, contrairement à ce qui s'était passé pour le Cycle d'Uruguay, tous les thèmes de négociation éventuels avaient déjà été amplement traités à l'OMC. Si l'on optait pour un délai de trois ans, cela signifierait que des plans de négociation clairs, concis et explicites devraient être arrêtés à la Conférence ministérielle de Seattle. Les travaux relatifs aux plans de négociation ne devraient pas empiéter sur le temps limité disponible pour les négociations proprement dites. Pour ce qui était de la gestion globale du programme de travail de



l'OMC, la supervision politique serait importante. La quatrième Conférence ministérielle était donc l'occasion pour les Ministres d'évaluer les progrès accomplis, de donner les indications nécessaires et de prendre rapidement toutes décisions concertées. Le Conseil général réuni en session extraordinaire pourrait assurer la supervision intersession des négociations. Du point de vue de l'Australie, trois ingrédients étaient indispensables au succès du programme de travail de l'OMC après Seattle. Premièrement, il faudrait offrir des gains équilibrés à l'ensemble des Membres. Cela signifiait que les négociations prescrites dans les secteurs de l'agriculture et des services devaient être complétées, à tout le moins, par des négociations sur les droits applicables aux produits non agricoles et sur les mesures non tarifaires. Dans ce contexte, l'Australie constatait avec plaisir que la récente réunion des Ministres du commerce de l'APEC avait appuyé la tenue de négociations sur les tarifs applicables aux produits non agricoles à l'OMC. L'APEC était une association hétérogène, formée de pays développés et en développement et de petites et grandes économies, mais tous ces pays réclamaient maintenant unanimement un élargissement du programme de négociation de l'OMC sur l'accès aux marchés. Deuxièmement, le programme de travail devrait être réaliste. L'Australie estimait qu'un cycle de négociations spécifiques sur l'accès aux marchés était en mesure de procurer des avantages réels et équilibrés dans un délai relativement court. Les Membres devaient veiller à ne pas compromettre les perspectives de gains réels à brève échéance en établissant un programme de négociation trop ambitieux, et ils devaient faire en sorte qu'un programme de négociation réaliste soit dûment préparé – c'est-à-dire que les décisions prises à Seattle au sujet des négociations devaient être suffisamment claires et détaillées, et s'accompagner de plans permettant d'entamer rapidement les négociations et de les mener harmonieusement à terme. Troisièmement, le cycle devrait prendre la forme d'un engagement unique. C'était le seul moyen de faire en sorte que tous les Membres puissent participer aux négociations en sachant que la série finale de résultats comporterait quelque chose qui les intéresserait. L'engagement unique ne signifiait pas nécessairement qu'il ne serait pas tenu compte de la première série de résultats, puisqu'un accord sur la mise en œuvre provisoire des premiers résultats dépendrait des résultats qui bénéficieraient à l'ensemble des Membres de l'OMC. L'Australie espérait que des observations seraient présentées sur la proposition qu'elle avait déposée, avec d'autres Membres, concernant la gestion d'un nouveau cycle de négociations. Il restait relativement peu de temps pour mettre au point les détails d'un cycle de négociations, et les Membres ne pourraient continuer de débattre de la question en termes abstraits et généraux. La délégation australienne espérait que cette proposition et les autres propositions permettraient aux Membres d'amorcer un débat mieux ciblé et plus concret sur la façon de gérer le programme de négociation de l'OMC.

51. Le représentant de l'Argentine a dit qu'en tant que coauteur de la proposition contenue dans le document WT/GC/W/230, sa délégation tenait à souligner l'importance qu'elle attachait à la tenue d'un nouveau cycle de négociations qui serait caractérisé par des mandats clairs en matière de négociation, par une volonté politique et par un esprit de compromis. Un tel cycle devrait durer trois ans et procéder d'une compréhension claire de l'ampleur des négociations dans chaque secteur, ce qui offrirait une garantie additionnelle de respect du principe de l'engagement unique. En outre, les Membres ne devraient pas, à ce stade, se préoccuper des obligations liées à d'éventuels premiers résultats. La délégation argentine estimait que l'on ne pourrait considérer les premiers résultats que lorsque le consensus nécessaire serait établi et dans la mesure seulement où de telles décisions traduiraient un équilibre global des intérêts des Membres.

52. Le représentant de l'Inde, se reportant à la proposition énoncée dans le document WT/GC/W/230, a dit que puisque l'étude des questions concernant le paragraphe 9 n'était pas terminée, il était prématuré d'envisager l'adoption d'éventuelles recommandations découlant de l'examen des domaines et des éléments mentionnés dans ce paragraphe. Le principe et la composition du nouveau cycle, ainsi qu'il était convenu de l'appeler, ne ralliaient pas le consensus. L'Inde était toujours résolue à traiter des problèmes de mise en œuvre et du programme implicite. Aucune des autres questions que divers Membres avaient proposé d'inclure dans les négociations ne faisait le consensus. Il serait donc indiqué de reporter l'examen de ces questions jusqu'à ce que les Membres aient tiré certaines conclusions et obtenu des précisions sur les éléments du paragraphe 9. Concernant

le principe d'un engagement unique, la délégation indienne avait déjà fait connaître ses vues à la session extraordinaire du 17 juin. Comme il y avait toujours certaines différences de perception quant à la signification et à la pleine incidence de ce principe, il serait utile que le Secrétariat puisse établir un document d'information qui donnerait une interprétation juridique de ce principe et qui expliquerait comment il avait évolué aux différentes étapes des négociations du Cycle d'Uruguay. L'Inde était d'avis que le délai proposé de trois ans ne devrait être qu'indicatif. L'objectif qu'il était proposé d'atteindre, à savoir de conclure les négociations d'ici une date donnée, ne devrait d'aucune façon l'emporter sur celui d'une participation effective et substantielle de toutes les délégations auquel l'ensemble des Membres devraient accorder une grande importance. S'il fallait raccourcir un quelconque délai indicatif, les délégations disposant de ressources limitées risqueraient d'avoir des difficultés à participer aux diverses négociations de manière significative et efficace.

53. Le représentant du Maroc, en qualité de coauteur de la proposition énoncée dans le document WT/GC/W/230, a dit que la proposition ne portait pas sur la conduite même des négociations, car il s'agissait d'une décision qui serait prise par consensus à une étape ultérieure. La proposition portait seulement sur les questions concernant l'organisation des travaux mentionnés au paragraphe 10 de la Déclaration ministérielle de Genève. Le Maroc estimait que les négociations futures devraient être approfondies et globales et être menées sous la forme d'un engagement unique. La Déclaration ministérielle de Seattle devrait être bien claire à ce sujet et envisager un plan de négociation détaillé qui définirait les objectifs des négociations dans chaque secteur et assurerait un équilibre entre les intérêts de tous les Membres. Il conviendrait d'écarter toute ambiguïté qui pourrait par la suite donner lieu à des problèmes d'interprétation. Le Maroc n'était pas inflexible pour ce qui était du délai des négociations et il jugeait qu'il faudrait au moins trois ans pour compléter un cycle de négociations. Le délai dépendait à la fois de la portée et de la conduite des négociations ainsi que des objectifs à atteindre. La délégation marocaine était d'avis que l'on pourrait conclure les négociations dans certains secteurs de façon informelle et provisoire mais qu'il faudrait attendre la conclusion du cycle complet des négociations. Sinon, on risquait de compromettre le principe de l'engagement unique. De même, la mise en œuvre provisoire des premiers résultats ne posait pas de difficulté dans la mesure où elle se faisait sur une base individuelle, facultative et non réciproque d'ici à ce que prenne fin le cycle complet de négociations. Le Maroc estimait que le Conseil général réuni en sessions extraordinaires était l'instance appropriée pour assurer la conduite et la supervision des négociations. Compte tenu des difficultés auxquelles faisaient face les petites délégations, les Membres devraient éviter de multiplier le nombre de nouveaux organes et chercher plutôt à permettre à ces délégations de participer efficacement aux négociations.

54. La représentante de Singapour, en tant que coauteur de la proposition présentée dans le document WT/GC/W/230, a dit que des déclarations importantes avaient été faites et que des idées intéressantes étaient ressorties du débat sur la façon dont certains Membres envisageaient la portée, la structure et le calendrier des nouvelles négociations devant être lancées en 2000. La question était la suivante: comment les Membres pourraient-ils structurer la forme et la teneur du futur programme de travail de manière à réaliser leurs aspirations, individuelles ou collectives? Singapour était d'avis qu'il fallait considérer un certain nombre de questions spécifiques. En raison de sa nature même, la portée devait être définie à partir d'une proposition. Certaines propositions avaient déjà été présentées et étaient examinées par le Conseil général. Concernant les négociations prescrites dans les secteurs de l'agriculture et des services, la délégation de Singapour estimait qu'il fallait qu'elles se déroulent en même temps que celles concernant l'ouverture des marchés dans d'autres domaines, tels que les droits applicables aux produits industriels, et la nécessité d'élaborer de nouvelles règles tenant compte de l'évolution rapide de l'environnement commercial et de la nouvelle technologie. La question décisive consistait à définir une portée qui répondrait aux intérêts équilibrés de tous les Membres. Toutes les questions ne se prêtaient pas encore à des négociations – dans certains secteurs, tels que l'agriculture et les services, elles étaient plus avancées et plus mûres que dans d'autres. Il y avait pourtant des questions dont les Membres ne pouvaient pas anticiper le résultat final, mais qui étaient suffisamment importantes pour ne pas être exclues d'un ensemble équilibré de négociations. Il y avait aussi la

question de la force et du niveau des ambitions que nourrissaient les Membres à l'égard de chaque question de négociation. Il serait possible de les définir en termes généraux dans les paramètres de chacun des sujets de négociation sur lesquels devraient se prononcer les Ministres à Seattle. Concernant les modalités, les négociations du Cycle d'Uruguay avaient été menées sur la base d'un engagement unique et d'un calendrier arrêté d'un commun accord. Il avait fallu huit ans pour les conclure. À Marrakech, les Ministres avaient donc décidé de se réunir une fois tous les deux ans pour que l'ordre du jour ne soit pas surchargé et pour éviter que ne se reproduisent des crises. Cela devait également leur permettre de rectifier le tir et de modifier la direction de temps à autre. Mais si les négociations passées devaient servir de modèle, il ne fallait pas oublier que le meilleur moyen de réaliser des progrès et d'obtenir des résultats était, du moins en pratique, de mener les négociations sous la forme d'un engagement unique et en respectant un délai préétabli. Sinon, les progrès marqueraient souvent le pas. La Conférence ministérielle biennale était une nouvelle enceinte dont pourraient se servir les Membres pour imprimer un nouvel élan au programme de travail et aux négociations de l'OMC et ce, sur deux plans. Premièrement, elle donnerait aux Ministres l'occasion d'approuver durant la période intermédiaire les résultats qui étaient prêts à être conclus. Deuxièmement, elle permettrait aux Membres de faire le point et examiner l'avancement des négociations et de décider des autres mesures qui pourraient être prises pour faire avancer le processus. Singapour jugeait également important que la Déclaration ministérielle de Seattle fasse clairement état des résultats des engagements pris par les Membres aux conférences ministérielles de Singapour et de Genève. Premièrement, ainsi qu'ils en étaient convenus à Genève, en mai 1998, les Membres devaient évaluer ensemble la mise en œuvre des engagements résultant du Cycle d'Uruguay, déterminer comment s'était effectuée la mise en œuvre et dégager les motifs de satisfaction ou de frustration. Les Membres pourraient devoir se prononcer collectivement sur les moyens de résoudre les problèmes systémiques afin de répondre aux préoccupations profondes des pays en développement. Deuxièmement, il fallait présenter un rapport sur l'état d'avancement du Plan d'action en faveur des pays les moins avancés, ainsi qu'il en avait été convenu à Singapour et à Genève. Pour ce qui était de définir les résultats, la délégation de Singapour jugeait que les conférences ministérielles ne devaient pas être considérées comme de simples réunions de conseil d'administration. Ces conférences permettaient de prendre les décisions qui définiraient les progrès ou les résultats à deux niveaux. Au premier niveau il s'agirait de décisions allant de simples décisions internes telles que le renouvellement des mandats des groupes de travail, à des décisions qui amélioreraient l'efficacité du système de l'OMC, telles que les procédures de règlement des différends. Au second niveau, il s'agirait de décisions liées aux résultats concernant l'accès aux marchés et à l'établissement de nouvelles règles à l'OMC. Il serait également essentiel que la Déclaration de Seattle envoie le bon signal au marché pour ce qui était de l'environnement commercial international et des perspectives de libéralisation globale. Les Ministres devraient réaffirmer leur engagement collectif à soutenir le mouvement de libéralisation commerciale multilatérale en lançant un nouveau cycle de négociations. En conclusion, la délégation de l'intervenante tenait à souligner qu'il fallait veiller à ce que la portée de l'ensemble équilibré soit gérable et qu'elle produise des résultats tangibles dans un délai raisonnable de trois ans. Ce serait la décision la plus critique qu'auraient à prendre les Ministres à Seattle.

55. Le représentant de l'Australie, formulant des observations sur la déclaration de l'Inde concernant la proposition présentée dans le document WT/GC/W/230, a dit qu'il était évident que ce n'était que vers la fin du processus qu'une entente interviendrait sur les détails de la portée. Dans l'intervalle, les Membres devaient réfléchir aux éléments de la structure et au calendrier et en débattre, et c'était dans cette optique que la proposition devait être considérée.

56. Le représentant de la Thaïlande a dit que la proposition présentée dans le document WT/GC/W/230, dont son pays était l'un des coauteurs, était un bon point de départ pour l'organisation et la gestion du programme de travail futur. En principe, la Thaïlande était favorable au lancement d'un nouveau cycle global de négociations commerciales et il serait souhaitable que le Conseil général adresse à la Conférence ministérielle une recommandation en ce sens, dans laquelle seraient

clairement définis la portée, la structure et le calendrier. Le nouveau cycle devrait conserver la forme d'un ensemble unique accompagné d'un calendrier arrêté d'un commun accord. Concernant la portée des négociations, la Thaïlande appuyait l'idée que le nouveau cycle devrait être global, plutôt que sectoriel. De par leur nature même, des négociations sectorielles ne permettraient pas de réaliser l'équilibre entre les intérêts de tous les Membres, mais laisseraient seulement les intérêts limités de certains l'emporter sur les intérêts des autres Membres. La délégation de l'intervenant croyait comprendre qu'il devait, fondamentalement, y avoir un équilibre entre les intérêts de toutes les parties. Le programme implicite, y compris les négociations prescrites, faisait déjà partie des engagements existants et les travaux devraient donc se poursuivre séparément, tel que prescrit, sans que leur sort ne dépende de l'inclusion de nouvelles questions dans un nouveau cycle. La Thaïlande jugeait également importante la mise en œuvre, et il était dans l'intérêt de tous les Membres et du système lui-même de chercher à l'améliorer de manière à corriger tout déséquilibre pouvant découler des résultats du Cycle d'Uruguay. En outre, pour que l'OMC s'adapte au prochain millénaire, il lui fallait être en mesure de tenir compte de l'évolution du commerce mondial et de l'environnement économique. L'inclusion des nouvelles questions, ainsi qu'il était convenu de les appeler, dans le nouveau cycle de négociations devrait être fondée sur le consensus et il était surtout important que de telles questions aient un rapport direct avec le commerce et qu'elles aient déjà été examinées de manière approfondie et adéquate à l'OMC. Concernant la structure, la Thaïlande estimait que le Conseil général devrait avant tout être l'organe responsable des négociations. Mais il faudrait prendre en considération les questions relatives à la continuité de la présidence de cet organe, à la charge de travail du Conseil général, et à la nécessité de ne pas créer une série de mécanismes au sein de cet organe. Étant donné les responsabilités déjà étendues du Conseil général, il faudrait en même temps faire preuve d'une certaine souplesse pour éviter de saisir cet organe de chaque question de fond portée devant l'OMC. Aussi, dans le cas des négociations qui pourraient exiger des connaissances techniques ou nécessiter une somme de travail importante, faudrait-il créer un organe spécial qui s'occuperait des négociations de manière à permettre au Conseil général de remplir ses fonctions de supervision de l'ensemble du processus de négociation.

57. Le représentant de la Turquie a dit que son gouvernement appuyait résolument la tenue de négociations globales. Sa délégation croyait comprendre qu'un programme global comprendrait, en plus des négociations prescrites, de nouvelles questions telles que la facilitation des échanges et la concurrence. En outre, les questions de mise en œuvre en général, et les préoccupations particulières des pays en développement Membres, devaient être abordées de manière concrète dans la Déclaration ministérielle de Seattle. Il faudrait porter une attention particulière aux mesures visant à assurer l'intégration significative des PMA dans le système multilatéral. Il était important que la portée et la teneur de chaque sujet de négociation soient clairement définies et incluses spécifiquement dans la Déclaration ministérielle. Ainsi, avant d'engager des négociations, chaque Membre connaîtrait avec précision le contenu de chaque sujet à aborder et les questions spécifiques qui feraient l'objet de négociations. Autrement dit, une fois que les négociations auraient été officiellement engagées, aucune question additionnelle, complémentaire ou secondaire, autres que celles qui seraient clairement définies dans la Déclaration ministérielle, ne devrait être ajoutée à un sujet de négociation. Concernant le calendrier, il a dit que les prochaines négociations dépendraient, dans une large mesure, de la portée du programme de négociation. Pour pouvoir obtenir de premiers résultats équilibrés qui bénéficieraient à tous les Membres, il était important de ne pas être trop ambitieux et inclure des questions additionnelles dans les négociations. Les précédents cycles multilatéraux de négociations commerciales avaient montré qu'il ne serait pas irréaliste de se fixer un calendrier de trois ans pour achever le prochain cycle. Concernant l'organisation des travaux, la création d'un Comité des négociations commerciales dont le mandat consisterait à superviser l'ensemble du processus de négociation permettrait d'établir un cadre solide et pratique. La mise en place d'un tel mécanisme permettrait d'être davantage axé sur les résultats et faciliterait les prochaines négociations. La Turquie estimait que l'approche adoptée à cet égard, et qui avait porté fruit pendant le Cycle d'Uruguay, créait un précédent utile. Le Comité des négociations commerciales pourrait déléguer les travaux connexes aux comités individuels existants lorsqu'il le jugerait approprié, ou il pourrait, au besoin, créer de

nouveaux comités, compte tenu des connaissances de leurs membres et de leur maîtrise des questions. La Turquie était d'avis que les négociations devraient prendre la forme d'un engagement unique. Aucun accord individuel ne devrait être adopté en vue de sa mise en œuvre tant que tous les accords n'auraient pas été ratifiés dans le cadre d'un engagement unique. Le principe de l'engagement unique permettait d'adopter une approche équilibrée et d'effectuer des compromis plus efficaces entre les secteurs, puisque les Membres devaient s'entendre sur tous les domaines inclus dans le programme de négociation avant de se lancer dans la mise en œuvre. C'est pourquoi la Turquie était résolument favorable à une formule de l'engagement unique, qui prenait dûment en compte les intérêts divergents et qui garantissait raisonnablement la protection des préoccupations de tous les Membres.

58. Le représentant de Maurice a dit que sa délégation tenait à remercier le Président et le Secrétariat pour avoir distribué la liste/sujets des propositions présentées dans la phase 2 (JOB(99)/3978) et le calendrier provisoire des réunions informelles. Concernant les précisions fournies par le Président à la réunion informelle en réponse à la question posée par la délégation jamaïcaine sur la liste/sujets, sa délégation avait pris note des points suivants: i) à ce stade, la liste/sujets n'était pas exhaustive, mais uniquement indicative, et elle était susceptible de changer à la lumière des autres propositions que présenteraient les Membres et de tout examen qui rendrait nécessaire l'inclusion d'éléments additionnels; ii) les questions soulevées n'étaient pas incompatibles; iii) la liste/sujets était sans préjudice des intérêts des Membres; iv) toutes les questions étaient importantes et, de ce fait, il n'y avait aucune hiérarchie dans les propositions; et v) les résultats ne seraient pas anticipés. À la réunion informelle, le Venezuela avait également avancé une suggestion utile, selon laquelle le Secrétariat devrait établir un résumé des propositions et le distribuer aux Membres. Les petites délégations, comme celles du Venezuela et de la Bulgarie, qui avaient appuyé la proposition, avaient fait valoir que ce résumé serait très utile, et sa délégation tenait à dire qu'elle appuyait cette suggestion. L'intervenant a ajouté que plusieurs Membres avaient jugé difficile de s'accommoder du grand nombre de réunions tenues à l'OMC. Les réunions se chevauchaient parfois, ce qui empêchait de nombreux Membres d'assister à plusieurs réunions. La primauté du Conseil général ne faisait aucun doute, mais il fallait faire quelque chose pour éviter de telles situations. Sa délégation voulait obtenir confirmation que le programme proposé de réunions informelles qui seraient tenues au cours des prochaines semaines sur le processus de préparation signifiait que les discussions pourraient effectivement prendre fin dans les délais prévus. La délégation de l'intervenant en doutait un peu étant donné l'agencement des points de l'ordre du jour dans le calendrier des travaux. En outre, elle s'intéressait grandement au paragraphe 10 et n'avait pas été en mesure de présenter des propositions concrètes à la réunion informelle qui s'était tenue sur ce paragraphe. C'était parce que le Comité du commerce et du développement venait tout juste avant la réunion de conclure la sienne sur les préoccupations et les problèmes des petites économies. Le Comité n'avait pas encore fini ses travaux, le rapport du Groupe de travail du Commonwealth et de la Banque mondiale étant toujours à l'état d'ébauche. Les coprésidents du Groupe de travail avaient annoncé qu'il y avait encore beaucoup de travail à accomplir avant que le rapport final puisse être présenté au Secrétariat et aux Membres de l'OMC, et le Secrétariat lui-même attendait ce rapport pour pouvoir le présenter au Comité du commerce et du développement et au Conseil général. Pour ces raisons, sa délégation demandait qu'on lui donne la possibilité de présenter des propositions concrètes après la publication du rapport, vraisemblablement en septembre.

59. Le Conseil général a pris note des déclarations.

---